

RAPPORT DE GESTION

AU 30 SEPTEMBRE 2024 ET AU 31 DÉCEMBRE 2023 ET
POUR LES TRIMESTRES ET LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2024 ET 2023

NOS ACTIVITÉS

Nous détenons un portefeuille d’actifs d’infrastructures dans divers secteurs et diverses zones géographiques. Nous générons des flux de trésorerie stables, environ 90 % de nos flux de trésorerie liés aux opérations (les « FTO ») provenant des produits tirés d’activités réglementées ou contractuelles. Afin d’aider nos porteurs de parts et nos porteurs de parts privilégiées à évaluer notre performance et notre valeur, nous regroupons nos activités en secteurs opérationnels en fonction des similitudes de leurs facteurs économiques sous-jacents.

Nos secteurs opérationnels sont les suivants :

Secteur opérationnel	Type d’actif	Emplacement principal
Services publics <i>Activités réglementées ou contractuelles qui permettent d’obtenir un rendement sur leur base tarifaire</i>	• Transport réglementé • Distribution commerciale et résidentielle	• Amériques et Asie-Pacifique • Amériques, Europe et Asie-Pacifique
Transport <i>Procure des services de transport de fret, de marchandises et de passagers</i>	• Terminaux diversifiés • Chemins de fer • Routes à péage	• Amérique du Nord, Europe et Asie-Pacifique • Amériques, Europe et Asie-Pacifique • Brésil
Secteur médian <i>Systèmes qui procurent des services de transport, de collecte, de traitement et de stockage</i>	• Secteur médian	• Amérique du Nord
Données <i>Procure des services et des infrastructures essentiels à des sociétés de télécommunications, aux fournisseurs de technologies et d’infonuagique et aux entreprises clientes</i>	• Transmission et distribution de données • Stockage de données	• Amérique du Nord, Europe et Asie-Pacifique • Amériques, Europe et Asie-Pacifique

INTRODUCTION

Le présent rapport de gestion est la responsabilité de la direction de Brookfield Infrastructure Partners L.P. (notre « société en commandite » et, avec sa filiale et ses entités d’exploitation, « Brookfield Infrastructure »). Ce rapport de gestion est daté du 12 novembre 2024 et il a été approuvé par le conseil d’administration du commandité de notre société en commandite aux fins de publication à cette même date. Le conseil d’administration s’acquitte de ses responsabilités quant à l’examen du présent document principalement par l’intermédiaire de son comité d’audit, qui se compose exclusivement d’administrateurs indépendants. Le comité d’audit examine le présent document et l’approuve avant sa publication en vertu de l’autorité que lui confère le conseil d’administration. Les termes « Brookfield Infrastructure », « nous » et « notre » désignent Brookfield Infrastructure Partners L.P. ainsi que les filiales et les entités d’exploitation directes et indirectes de notre société en commandite en tant que groupe. Ce rapport de gestion devrait être lu parallèlement aux plus récents états financiers annuels et intermédiaires publiés de Brookfield Infrastructure Partners L.P. Des renseignements supplémentaires, y compris le formulaire 20-F de Brookfield Infrastructure, sont disponibles sur le site Web de la société en commandite à l’adresse www.bip.brookfield.com, sur le site Web de SEDAR+ à l’adresse www.sedarplus.com et sur le site Web d’EDGAR à l’adresse www.sec.gov/edgar.shtml.

Aperçu des activités

Brookfield Infrastructure est une société d’infrastructure mondiale de premier plan qui détient et exploite des actifs de grande qualité, essentiels et de longue durée dans les secteurs des services publics, du transport, des activités du secteur médian et des données partout dans les Amériques, en Asie-Pacifique et en Europe. Elle se concentre sur les actifs dont les produits contractuels et réglementés génèrent des flux de trésorerie prévisibles et stables.

Nous avons pour mission de détenir et d'exploiter un portefeuille diversifié à l'échelle mondiale d'actifs d'infrastructures de grande qualité qui généreront à long terme des distributions durables et croissantes pour nos porteurs de parts. Pour réaliser cet objectif, nous chercherons à tirer parti de nos secteurs opérationnels afin d'acquérir des actifs d'infrastructures et de les gérer activement pour générer une valeur supplémentaire à la suite de notre investissement initial. Au fur et à mesure que l'entreprise s'oriente vers la maturité et que le risque lié aux flux de trésorerie a été réduit, nous cherchons à recycler les capitaux et à les réinvestir dans des actifs qui devraient produire des rendements plus élevés. Une partie intégrante de notre stratégie consiste à participer, de concert avec des investisseurs institutionnels, aux fonds liés aux infrastructures dont Brookfield Corporation (conjointement avec ses entités liées autres que nous, « Brookfield ») est le promoteur qui visent des acquisitions correspondant à notre profil. Nous mettons l'accent sur les placements sur lesquels Brookfield exerce une influence ou un contrôle suffisants pour mettre en place une démarche axée sur les activités.

Cibles de rendement et mesures clés

À long terme, nous visons à obtenir un rendement total de 12 % à 15 % par année sur les actifs d'infrastructures que nous détenons. Nous avons l'intention de générer ce rendement au moyen des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation ainsi que de la croissance provenant des investissements liés à l'amélioration et à l'élargissement de nos actifs, de même que par l'intermédiaire d'acquisitions. Nous établissons principalement nos distributions à nos porteurs de parts en fonction d'une analyse de notre performance opérationnelle. Les FTO servent à évaluer notre performance opérationnelle, et leur montant par part peut servir d'indicateur de la croissance future des distributions à long terme. De plus, nos mesures de la performance suivent l'évolution des principaux inducteurs de valeur de chacun de nos secteurs opérationnels. Se reporter à la rubrique « Information sectorielle » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

Politique de distribution

Nos distributions s'appuient sur des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation stables et issus d'activités contractuelles et hautement réglementées. L'objectif de notre société en commandite est de verser des distributions durables. La cible du ratio de distribution de la société en commandite se situe entre 60 % et 70 % des FTO. Lorsque nous déterminons ce que nous considérons comme un ratio de distribution prudent, nous conservons généralement une tranche d'environ 15 % à 20 % des FTO qui servira à financer une partie ou la totalité de nos investissements de croissance financés à l'interne.

Compte tenu des perspectives actuelles pour nos activités, le conseil d'administration de notre commandité a approuvé une hausse de 6 % d'un exercice à l'autre de notre distribution trimestrielle pour la porter à 0,405 \$ par part (ou 1,62 \$ par part sur une base annuelle), à compter de la distribution payée en mars 2024, une augmentation proportionnelle ayant été effectuée par le conseil d'administration de BIPC en ce qui concerne les porteurs d'actions échangeables de BIPC. Cette hausse reflète l'apport prévu de nos projets d'investissement récemment mis en service et le rendement en trésorerie attendu des acquisitions conclues au cours du dernier exercice. Les distributions ont augmenté selon un taux de croissance annuel composé de 8 % au cours des dix dernières années. Compte tenu de l'augmentation par part que nous prévoyons enregistrer dans nos activités, nous visons une augmentation de la distribution annuelle de 5 % à 9 %.

Mode de présentation

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés en conformité avec la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et à l'aide des méthodes comptables adoptées par Brookfield Infrastructure pour ses états financiers consolidés au 31 décembre 2023 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de ce qui est indiqué à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités comprennent les comptes de Brookfield Infrastructure et des entités sur lesquelles elle exerce un contrôle. Brookfield Infrastructure comptabilise les placements sur lesquels elle exerce une influence notable ou un contrôle conjoint, mais non un contrôle, selon la méthode de la mise en équivalence.

Les titres de capitaux propres de notre société en commandite comprennent les parts détenues par des porteurs de parts dans le public, les parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, les actions échangeables de BIPC détenues par des actionnaires dans le public et par Brookfield ainsi que les parts d'Exchange LP et les parts de société en commandite échangeables de BIPC détenues par des actionnaires dans le public. Nos parts et les parts de société en commandite rachetables présentent les mêmes caractéristiques économiques à tous les égards, à l'exception du fait que les parts de société en commandite rachetables accordent à Brookfield le droit de demander le rachat de ses parts moyennant une contrepartie en trésorerie. Si Brookfield exerçait ce droit, notre société en commandite pourrait, à sa discrétion, satisfaire la demande de rachat au moyen de nos parts, à raison de une pour une, plutôt que d'une contrepartie en trésorerie. Par conséquent, à titre de porteur de parts de société en commandite rachetables, Brookfield a droit au bénéfice et aux distributions par part équivalant à la participation par part des parts de société en commandite de notre société en commandite. Toutefois, compte tenu de l'option de rachat dont il est fait mention précédemment, nous présentons les parts de société en commandite rachetables en tant que composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

En outre, Exchange LP, une filiale de notre société en commandite, a émis des parts d'Exchange LP dans le cadre de la fermeture du capital d'Enercare Inc. en octobre 2018. Les parts d'Exchange LP procurent à leurs porteurs des modalités financières quasi équivalentes à celles de nos parts et sont échangeables contre nos parts à raison de une pour une. Compte tenu de l'option d'échange, nous présentons les parts d'Exchange LP à titre de composante distincte de la participation ne donnant pas le contrôle.

Le 31 mars 2020, notre société en commandite a achevé la constitution de BIPC avec la distribution spéciale. Chaque porteur de parts inscrit en date du 20 mars 2020 a alors reçu une action échangeable de BIPC pour chaque tranche de neuf parts détenue. Les porteurs d'actions échangeables de BIPC ont le droit d'échanger la totalité ou une partie de leurs actions contre une part pour chaque action échangeable de BIPC détenue, ou contre l'équivalent en trésorerie, selon le critère du montant déterminé contre un nombre déterminé. BIPC ou la société en commandite, selon le cas, peuvent chacune régler les demandes d'échange de porteurs d'actions échangeables de BIPC au moyen de parts plutôt qu'au moyen d'un paiement en trésorerie. De plus, la société en commandite peut échanger toutes les actions échangeables de BIPC contre des parts à notre gré, selon le critère du montant déterminé contre un nombre déterminé. En raison des caractéristiques des actions, nous présentons les actions échangeables de BIPC en tant que composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

Finalement, aux troisième et quatrième trimestres de 2021, BIPC Exchange LP, une filiale de notre société en commandite, a émis des parts de société en commandite échangeables de BIPC dans le cadre de l'acquisition de notre entreprise diversifiée du secteur médian au Canada. Les parts de société en commandite échangeables de BIPC procurent à leurs porteurs des modalités financières quasi équivalentes à celles d'une action échangeable de BIPC et sont échangeables à raison de une pour une contre des actions échangeables de BIPC. Compte tenu des options d'échange, nous présentons les parts de société en commandite échangeables de BIPC à titre de composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

Lorsque nous analysons les résultats de nos secteurs opérationnels, nous présentons la quote-part des résultats revenant à Brookfield Infrastructure des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, afin d'illustrer l'incidence des principaux inducteurs de valeur de chacun de ces secteurs opérationnels sur la performance globale de notre société en commandite. Par conséquent, l'information sectorielle au titre des produits, des coûts attribuables aux produits, des autres produits, des charges d'intérêts, des amortissements, de l'impôt différé, des ajustements de la juste valeur et des autres éléments diffèrera des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'elle : 1) comprend la quote-part de Brookfield Infrastructure du bénéfice (de la perte) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises attribuable à chacun des éléments ci-dessus et 2) exclut la quote-part du bénéfice des participations consolidées non détenues par Brookfield Infrastructure répartie entre chacun des éléments susmentionnés. Toutefois, le résultat net pour chaque secteur est conforme aux résultats présentés selon les normes IFRS.

Le dollar américain est notre monnaie de présentation et notre monnaie fonctionnelle. Nous n'avons apporté aucun changement de méthode comptable ayant eu une incidence significative sur la comparabilité des résultats d'un exercice à l'autre.

EXAMEN DES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Sous cette rubrique, nous examinons notre performance et notre situation financière consolidées au 30 septembre 2024 et au 31 décembre 2023 et pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2024 et 2023. D'autres détails sur les facteurs clés de nos activités et de notre situation financière sont présentés à la rubrique « Information sectorielle » du présent rapport de gestion.

EN M\$ US, SAUF LES DONNÉES PAR PART	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Sommaire des états du résultat net				
Produits	5 270 \$	4 487 \$	15 595 \$	12 961 \$
Coûts d'exploitation directs	(3 897)	(3 384)	(11 685)	(9 893)
Frais généraux et administratifs	(113)	(100)	(302)	(312)
Charges d'intérêts	(873)	(640)	(2 493)	(1 775)
Quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	56	96	192	472
(Pertes) profits liés à la valeur de marché	(23)	34	(61)	27
Autres (charges) produits	(107)	(99)	158	101
Charge d'impôt	(79)	(138)	(172)	(409)
Bénéfice net	234	256	1 232	1 172
(Perte nette) bénéfice net attribuable à notre société en commandite ¹	(52)	104	126	505
(Perte nette) bénéfice net par part de société en commandite	(0,18) \$	0,03 \$	(0,18) \$	0,34 \$

1. Comprend le bénéfice net attribuable aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC.

Trimestres clos les 30 septembre 2024 et 2023

Le bénéfice net pour le trimestre clos le 30 septembre 2024 s'est chiffré à 234 M\$, dont une perte de 52 M\$ (une perte de 0,18 \$ par part) est attribuable à notre société en commandite, comparativement à un bénéfice net de 256 M\$ pour l'exercice précédent, dont un bénéfice de 104 M\$ (un bénéfice de 0,03 \$ par part) était attribuable à notre société en commandite. Les résultats de l'exercice considéré et de l'exercice précédent ont profité de l'apport des récentes acquisitions et de la croissance interne de l'ensemble de nos activités de base, mais ont été contrebalancés en partie par la hausse des coûts d'emprunt liée au financement de nos initiatives de croissance et par les pertes liées à la valeur de marché enregistrées dans le cadre de notre stratégie de couverture du risque de change.

Les produits se sont chiffrés à 5 270 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, ce qui représente une hausse de 783 M\$ par rapport à la période correspondante de 2023. Les produits tirés de notre secteur des services publics ont augmenté de 85 M\$, principalement en raison de l'indexation en fonction de l'inflation et des projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire. Les produits tirés de notre secteur du transport ont augmenté de 359 M\$ en raison surtout de l'apport pour un trimestre complet de notre entreprise de logistique intermodale mondiale acquise à l'exercice précédent. Notre secteur médian a fourni un apport additionnel aux produits de 77 M\$, découlant principalement de l'amélioration de la performance de notre entreprise diversifiée du secteur médian au Canada et de notre entreprise de stockage de gaz en Amérique du Nord. Les produits tirés de notre secteur des données ont augmenté de 317 M\$, principalement en raison de l'acquisition d'une entreprise de centres de données en colocalisation de détail en Amérique du Nord plus tôt au cours de l'exercice et de l'apport pour un exercice complet d'une plateforme de centres de données à très grande échelle en Europe acquise à l'exercice précédent, ainsi que de la croissance interne de notre entreprise de tours de télécommunications en Inde. Le change a donné lieu à une diminution de 55 M\$ de nos produits libellés en dollars américains, le taux de change moyen trimestriel de la plupart des monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités ayant diminué par rapport à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, les coûts d'exploitation directs se sont élevés à 3 897 M\$, en hausse de 513 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2023. Les coûts directs ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des coûts marginaux de 526 M\$ (y compris l'amortissement des immobilisations corporelles) liés aux entreprises récemment acquises et des coûts liés aux initiatives de croissance interne, déduction faite des cessions récentes. L'incidence du change a donné lieu à une diminution globale de nos coûts libellés en dollars américains de 13 M\$.

Les frais généraux et administratifs ont totalisé 113 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, en hausse de 13 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2023. Ce poste se compose principalement des honoraires de gestion de base versés à Brookfield, lesquels correspondent à 1,25 % de la valeur de marché combinée de notre société en commandite et de BIPC, plus les parts privilégiées en circulation et le montant net de la dette avec recours. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable à une hausse du cours de nos titres en circulation.

Les charges d'intérêts pour le trimestre clos le 30 septembre 2024 se sont chiffrées à 873 M\$, soit une augmentation de 233 M\$ par rapport à la période correspondante de 2023. Les charges d'intérêts ont augmenté de 123 M\$ en raison des entreprises acquises récemment, d'un montant de 130 M\$ découlant des financements additionnels ajoutés aux placements existants ainsi que des projets de croissance interne. Le total de nos charges d'intérêts libellées en dollars américains a diminué de 20 M\$ en raison de l'incidence du change.

La quote-part de notre société en commandite du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises a diminué de 40 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2024 par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023. Les résultats de la période antérieure comprenaient des profits liés à la valeur de marché comptabilisés relativement aux dérivés sur marchandises.

Les pertes liées à la valeur de marché se sont élevées à 23 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, comparativement à des pertes de 34 M\$ à l'exercice précédent. Ces résultats découlent principalement, tant pour la période considérée que pour la période comparative, des fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux contrats de change au niveau de la société en commandite.

Les autres charges se sont élevées à 107 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, comparativement à d'autres charges de 99 M\$ présentées pour la période correspondante de 2023. Les autres charges de la période considérée comprennent principalement les charges de désactualisation liées aux autres passifs à long terme. Les autres charges de l'exercice précédent comprenaient principalement des coûts de transaction engagés relativement à des acquisitions, contrebalancés en partie par le profit à la cession de notre entreprise de services publics réglementés en Australie.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, la charge d'impôt s'est chiffrée à 79 M\$, comparativement à 138 M\$ pour la période correspondante de 2023, principalement en raison d'une hausse des économies d'impôt différé et d'une baisse de la charge d'impôt exigible.

Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2024 et 2023

Le bénéfice net pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024 s'est chiffré à 1 232 M\$, dont un bénéfice de 126 M\$ (une perte de 0,18 \$ par part) est attribuable à notre société en commandite, comparativement à un bénéfice net de 1 172 M\$ pour l'exercice précédent, dont une tranche de 505 M\$ (0,34 \$ par part) était attribuable à notre société en commandite. Les résultats de l'exercice considéré ont profité de l'apport des récentes acquisitions, de la croissance interne de l'ensemble de nos activités de base et du profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses comptabilisé à la suite de l'acquisition d'une entreprise de centres de données en colocalisation de détail en Amérique du Nord au cours de la période considérée. Les résultats de l'exercice précédent ont profité de l'apport des acquisitions, de la croissance interne de l'ensemble de nos activités de base et des profits à la vente de certaines entreprises.

Les produits se sont chiffrés à 15 595 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, ce qui représente une hausse de 2 634 M\$ par rapport à la période correspondante de 2023. Les produits tirés de notre secteur des services publics ont augmenté de 305 M\$, principalement en raison de l'indexation en fonction de l'inflation et des projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire dans l'ensemble du secteur. Les produits tirés de notre secteur du transport ont augmenté de 1 108 M\$ en raison surtout de l'acquisition d'une entreprise de logistique intermodale mondiale à l'exercice précédent. Notre secteur médian a fourni un apport additionnel aux produits de 207 M\$ découlant principalement de la solide performance de notre entreprise diversifiée du secteur médian au Canada et de notre entreprise de stockage de gaz en Amérique du Nord. Les produits tirés de notre secteur des données ont augmenté de 1 000 M\$, principalement en raison des acquisitions d'une entreprise de centres de données en colocalisation de détail en Amérique du Nord et d'une plateforme de centres de données à très grande échelle en Europe, ainsi que de la croissance interne de notre entreprise de tours de télécommunications en Inde. Le change a donné lieu à une augmentation de 14 M\$ de nos produits libellés en dollars américains dans tous nos secteurs, le taux de change moyen de la plupart des monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités ayant augmenté par rapport à l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, les coûts d'exploitation directs se sont élevés à 11 685 M\$, en hausse de 1 792 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2023. Les coûts directs ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des coûts marginaux de 1 745 M\$ (y compris l'amortissement des immobilisations corporelles) liés aux entreprises récemment acquises et des initiatives de croissance interne, déduction faite des cessions récentes. L'incidence du change a donné lieu à une augmentation de nos coûts libellés en dollars américains de 47 M\$.

Les frais généraux et administratifs ont totalisé 302 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, en baisse de 10 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2023. Ce poste se compose principalement des honoraires de gestion de base versés à Brookfield, lesquels correspondent à 1,25 % de la valeur de marché combinée de notre société en commandite et de BIPC, plus les parts privilégiées en circulation et le montant net de la dette avec recours. La diminution par rapport à l'exercice précédent est attribuable à une baisse du cours de nos titres en circulation.

Les charges d'intérêts pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024 se sont chiffrées à 2 493 M\$, soit une augmentation de 718 M\$ par rapport à la période correspondante de 2023. Les charges d'intérêts ont augmenté de 376 M\$ en raison des entreprises acquises récemment, d'un montant de 363 M\$ découlant des financements additionnels ajoutés aux placements existants ainsi que des projets de croissance interne. Le total de nos charges d'intérêts libellées en dollars américains a diminué de 21 M\$ en raison de l'incidence du change.

La quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises revenant à notre société en commandite s'est élevée à 192 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, soit une baisse de 280 M\$ par rapport à la période correspondante de 2023. Les résultats de la période antérieure comprenaient des profits comptabilisés relativement à notre programme de réinvestissement de capital à la suite de la vente d'une entreprise de distribution de données en Nouvelle-Zélande et de notre portefeuille de stockage de gaz aux États-Unis.

Les pertes liées à la valeur de marché se sont élevées à 61 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, comparativement à des profits de 27 M\$ à l'exercice précédent. Ces résultats se composent principalement, tant pour la période considérée que pour la période comparative, des fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux activités de couverture de change au niveau de la société en commandite et aux fluctuations des prix des marchandises.

Les autres produits se sont élevés à 158 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, comparativement à 101 M\$ pour la période correspondante de 2023. Les autres produits de la période considérée ont tiré parti d'un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses comptabilisé à l'acquisition d'une entreprise de centres de données en colocalisation de détail en Amérique du Nord, partiellement contrebalancé par les coûts de transaction et par les charges de désactualisation liées aux autres passifs à long terme. Les résultats de la période précédente comprenaient des profits à la cession de notre entreprise de routes à péage en Inde et d'un port dont nous étions le propriétaire franc à Victoria, en Australie, ainsi qu'à la cession partielle de notre participation dans un gazoduc américain, facteurs partiellement contrebalancés par les charges de désactualisation liées aux autres passifs à long terme.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, la charge d'impôt s'est chiffrée à 172 M\$, comparativement à 409 M\$ pour la période correspondante de 2023, principalement en raison d'une hausse des économies d'impôt différé.

Sommaire des mesures clés des états de la situation financière

	Au 30 septembre 2024	Au 31 décembre 2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 602 \$	1 857 \$
Immobilisations corporelles	52 983	48 546
Immobilisations incorporelles	14 692	15 845
Total de l'actif	105 244	100 784
Emprunts généraux	5 156	4 911
Emprunts sans recours	47 622	40 904
Total du passif	75 737	66 768
Capital des commanditaires	4 641	5 321
Capital du commandité	26	28
Participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield	1 903	2 190
Participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC	1 338	1 533
Participation ne donnant pas le contrôle – parts échangeables ¹	62	72
Participation ne donnant pas le contrôle – billets subordonnés perpétuels	293	293
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales d'exploitation	20 326	23 661
Porteurs de parts privilégiées	918	918
Capitaux propres attribuables à la société en commandite ²	7 970	9 144
Total des capitaux propres	29 507	34 016

1. Comprend la participation ne donnant pas le contrôle attribuable aux parts d'Exchange LP et aux parts de société en commandite échangeables de BIPC.

2. Comprend les capitaux propres attribuables aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC.

Au 30 septembre 2024, le total de l'actif s'établissait à 105,2 G\$, en hausse par rapport à 100,8 G\$ au 31 décembre 2023. L'acquisition d'une entreprise de centres de données en colocalisation de détail en Amérique du Nord, une acquisition de suivi pour notre entreprise de tours de télécommunications en Inde, des dépenses d'investissement accrues et la croissance interne ont donné lieu à une augmentation de l'actif consolidé de 9,4 G\$. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par l'incidence du change, par les cessions et par la dotation aux amortissements, facteurs qui ont donné lieu à une réduction du total de l'actif de 0,4 G\$, de 0,6 G\$ et de 2,7 G\$, respectivement. La déconsolidation de notre entreprise de routes à péage au Pérou a donné lieu à une diminution du total de l'actif de 1,3 G\$. Se reporter à la note 18, « Transactions entre parties liées », pour plus de détails.

Les immobilisations corporelles ont augmenté, passant de 48,5 G\$ à 53,0 G\$, en raison des entrées principalement liées à l'acquisition d'une entreprise de centres de données en colocalisation de détail en Amérique du Nord, à une acquisition de suivi pour notre entreprise de tours de télécommunications en Inde et aux dépenses d'investissement accrues, partiellement contrebalancées par la dotation à l'amortissement et par l'incidence du change.

Les immobilisations incorporelles, qui se chiffraient à 14,7 G\$ au 30 septembre 2024, ont diminué par rapport au montant de 15,8 G\$ comptabilisé au 31 décembre 2023, en raison principalement de la déconsolidation de notre entreprise de routes à péage au Pérou, de la dotation à l'amortissement et de l'incidence du change, facteurs contrebalancés en partie par les entrées au cours de la période.

Les emprunts généraux ont augmenté de 0,2 G\$ par rapport au 31 décembre 2023. Les prélèvements additionnels de 0,7 G\$ sur notre facilité de crédit générale et l'émission de billets subordonnés de 0,2 G\$ ont été partiellement contrebalancés par le remboursement de 0,5 G\$ de billets à moyen terme et par l'incidence du change.

Les emprunts sans recours ont augmenté de 6,7 G\$ par rapport au 31 décembre 2023. Les acquisitions conclues en 2024 et les emprunts nets additionnels ont donné lieu à une augmentation de 3,0 G\$ et de 4,2 G\$ des emprunts sans recours, respectivement, et ont été partiellement contrebalancés par l'incidence du change de 0,5 G\$.

Nos capitaux propres ont diminué pour s'établir à 8,0 G\$, comparativement à 9,1 G\$ au 31 décembre 2023, car le bénéfice généré par nos activités a été plus que contrebalancé par l'incidence des distributions et de la conversion des devises.

Conversion des devises

En raison de la nature de nos activités à l'échelle mondiale, les fluctuations des monnaies étrangères pourraient avoir une incidence sur les résultats financiers de la période considérée. Le tableau suivant illustre les taux de change les plus importants qui ont une incidence sur nos activités.

	Taux à la fin de la période			Taux moyen					
	Au 30 septembre 2024	Au 31 décembre 2023	Variation	Pour les trimestres clos les 30 septembre			Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
				2024	2023	Variation	2024	2023	Variation
Dollar australien	0,6913	0,6812	1 %	0,6699	0,6545	2 %	0,6623	0,6688	(1) %
Real brésilien	0,1836	0,2066	(11) %	0,1803	0,2049	(12) %	0,1907	0,1997	(5) %
Livre sterling	1,3375	1,2731	5 %	1,3004	1,2660	3 %	1,2771	1,2446	3 %
Dollar canadien	0,7394	0,7547	(2) %	0,7331	0,7455	(2) %	0,7353	0,7433	(1) %
Euro	1,1135	1,1039	1 %	1,0987	1,0880	1 %	1,0871	1,0833	— %
Roupie indienne	0,0119	0,0120	(1) %	0,0119	0,0121	(2) %	0,0120	0,0121	(1) %

Au 30 septembre 2024, nos capitaux propres consolidés, qui se chiffraient à 29,5 G\$, étaient investis dans les monnaies suivantes : dollar américain – 28 %; dollar canadien – 24 %; livre sterling – 19 %; euro – 14 %; dollar australien – 8 %; roupie indienne – 2 %; autres monnaies – 5 %. En raison de notre programme de couverture de change, 72 % de nos capitaux propres sont effectivement libellés en dollars américains. La plupart des monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités se sont dépréciées par rapport au dollar américain depuis le 31 décembre 2023, ce qui a entraîné une diminution des valeurs comptables des actifs et des passifs de nos activités par rapport au 31 décembre 2023.

Le tableau suivant présente la répartition de l'incidence de la conversion des devises sur les capitaux propres en fonction des monnaies autres que le dollar américain les plus importantes.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Dollar australien	82 \$	(56) \$	33 \$	(120) \$
Real brésilien	8	(75)	(95)	69
Livre sterling	311	(228)	264	44
Dollar canadien	74	(141)	(81)	7
Roupie indienne	(6)	(39)	(4)	(32)
Euro	164	(178)	38	(154)
Autres	(23)	(29)	(131)	183
	610	(746)	24	(3)
Couvertures de change ¹	(368)	109	(61)	(45)
	242 \$	(637) \$	(37) \$	(48) \$
Attribuable aux éléments suivants :				
Porteurs de parts	107 \$	(183) \$	(27) \$	(7) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	134	(454)	(11)	(41)
	241 \$	(637) \$	(38) \$	(48) \$

1. Inclut les couvertures d'investissement net et de flux de trésorerie au titre des devises des filiales et des entreprises associées, et exclut les couvertures de flux de trésorerie au titre des taux d'intérêt.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, l'incidence de la conversion des devises sur les capitaux propres, y compris ceux attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, a représenté un profit de 610 M\$ et de 24 M\$, respectivement.

Les taux de change moyens ont une incidence sur les équivalents en dollars américains des produits et du bénéfice net liés aux activités autres que celles aux États-Unis, sur une base comparative. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, les taux de change moyens des principales monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités se sont appréciés par rapport au dollar américain, ce qui a donné lieu à une augmentation des équivalents en dollars américains des produits et du bénéfice net libellés dans ces monnaies.

Nous avons recours à des contrats financiers et à des instruments d'emprunt libellés en monnaies locales pour couvrir l'exposition à la plupart des devises. Nous bénéficions d'une couverture considérable à l'égard des monnaies britannique, australienne, européenne et canadienne. Par conséquent, l'incidence des fluctuations des devises a été partiellement contrebalancée par les pertes comptabilisées sur nos couvertures de change. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, notre programme de couverture a réduit l'incidence des fluctuations des monnaies étrangères de 368 M\$ et de 61 M\$, respectivement.

Sommaire des résultats trimestriels

Les résultats trimestriels pour les huit plus récents trimestres se présentent comme suit :

EN M\$ US, SAUF LES MONTANTS PAR PART	2024			2023			2022	
Trimestres clos	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits	5 270 \$	5 138 \$	5 187 \$	4 970 \$	4 487 \$	4 256 \$	4 218 \$	3 708 \$
Coûts d'exploitation directs	(3 897)	(3 875)	(3 913)	(3 577)	(3 384)	(3 280)	(3 229)	(2 702)
Quote-part du bénéfice (de la perte) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	56	95	41	(13)	96	273	103	(13)
Charges								
Intérêts	(873)	(826)	(794)	(726)	(640)	(567)	(568)	(497)
Frais généraux et administratifs	(113)	(92)	(97)	(101)	(100)	(109)	(103)	(95)
Éléments d'évaluation								
Variations de la juste valeur et autres	(130)	(175)	402	(105)	(65)	382	(189)	29
Charge d'impôt	(79)	(81)	(12)	(172)	(138)	(182)	(89)	(135)
Bénéfice net	234	184	814	276	256	773	143	295
Bénéfice net attribuable à d'autres entités ¹	307	222	758	358	233	587	168	302
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux commanditaires	(73)	(38)	56	(82)	23	186	(25)	(7)
(Perte nette) bénéfice net par part de société en commandite ²	(0,18) \$	(0,10) \$	0,10 \$	(0,20) \$	0,03 \$	0,38 \$	(0,07) \$	(0,03) \$

1. Comprend le bénéfice net attribuable au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC, à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – participations d'autres entités dans les filiales d'exploitation.

2. Se reporter à la note 15, « Capitaux propres », pour plus de détails.

La croissance interne, qui comprend l'indexation en fonction de l'inflation, la croissance des volumes liée au PIB et le réinvestissement de capital sont toujours des facteurs clés pour nos résultats. En outre, les résultats ont profité de l'apport des nouveaux placements au cours des huit derniers trimestres. En supposant un taux de change constant, ces éléments se sont soldés par des augmentations de nos produits, de nos coûts d'exploitation directs, de nos charges d'intérêts et de notre dotation aux amortissements. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par l'incidence des cessions. En plus des éléments susmentionnés, le bénéfice net est également touché par les ajustements de la juste valeur, par les fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché et par les autres produits et charges.

Nos activités continuent d'afficher des résultats financiers conformes aux attentes. Notre société en commandite bénéficie de la diversification marquée sur les plans sectoriel et géographique, de la propriété d'actifs essentiels et de longue durée, d'importantes barrières à l'entrée des secteurs dans lesquels nous exerçons nos activités et de flux de trésorerie qui sont générés en vertu de cadres contractuels ou réglementés à long terme. Soutenus également par notre approche axée sur des principes en ce qui a trait à la sélection des contreparties et à la structure du capital, nous générons des flux de trésorerie stables et prévisibles.

PRINCIPAUX POSTES DES ÉTATS DU RÉSULTAT NET ET DES ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Pour mesurer la performance, nous nous concentrons sur le bénéfice net, une mesure conforme aux normes IFRS, ainsi que sur certaines mesures non conformes aux normes IFRS, y compris, mais sans s'y limiter, les FTO, les FTOA, le BIIA ajusté et le capital investi. Nous définissons les FTO comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des profits (pertes) liés à la valeur de marché et des autres produits (charges) qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. Les FTO comprennent les soldes attribuables à la société en commandite générés par les participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et excluent les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées. Nous définissons les FTOA comme les FTO diminués des dépenses d'investissement nécessaires pour maintenir la performance actuelle de nos activités (investissements de maintien).

Outre les FTO et les FTOA, nous analysons le BAIIA ajusté, que nous définissons comme le bénéfice net excluant l'incidence des charges d'intérêts, des amortissements, de l'impôt sur le résultat, des profits (pertes) liés à la valeur de marché et des autres produits (charges) correspondant aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. Le BAIIA ajusté comprend les soldes attribuables à la société en commandite générés par les participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et exclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées. Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres, déduction faite des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales d'exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Tout comme le bénéfice net et d'autres mesures conformes aux normes IFRS, les FTO et le BAIIA ajusté sont des mesures clés de notre performance financière que nous utilisons pour évaluer les résultats et la performance de nos activités sur une base sectorielle. Les FTOA sont également une mesure de la performance opérationnelle et ils représentent la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice durable. Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société en commandite, est une mesure que nous utilisons pour évaluer les rendements du capital investi par rapport aux rendements visés.

Puisque ces mesures ne sont pas calculées conformément aux normes IFRS et qu'elles n'ont aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS, il est peu probable que les FTO, les FTOA, le BAIIA ajusté et le capital investi soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs, et ils constituent des outils d'analyse qui comportent des limites. Plus particulièrement, notre définition des FTO peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition des flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par la REALPAC et la NAREIT, entre autres parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les normes IFRS.

Pour plus de détails concernant notre utilisation des FTO, des FTOA, du BAIIA ajusté et du capital investi, ainsi que pour un rapprochement de ces mesures avec les mesures conformes aux normes IFRS les plus comparables, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion.

EN M\$ US, SAUF LES DONNÉES PAR PART	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
Mesures clés	2024	2023	2024	2023
Bénéfice net attribuable à la société en commandite ¹	(52) \$	104 \$	126 \$	505 \$
Bénéfice net par part de société en commandite ²	(0,18)	0,03	(0,18)	0,34
FTO ³	599	560	1 822	1 666
FTO par part ⁴	0,76	0,73	2,31	2,16
FTOA ³	432	445	1 384	1 327
Rendement du capital investi ⁵	12 %	14 %	13 %	13 %
BAIIA ajusté ³	1 005	890	3 017	2 605
Distributions par part ⁶	0,41	0,38	1,22	1,15
Ratio de distribution des FTO ⁷	69 %	67 %	68 %	68 %
Ratio de distribution des FTOA ⁸	95 %	85 %	89 %	85 %

1. Comprend le bénéfice net attribuable aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC.

2. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, pondéré en fonction du temps, s'est chiffré à 461,7 millions et à 461,5 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024 (2023 – 458,8 millions et 458,6 millions).

3. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et des FTO, des FTOA et du BAIIA ajusté.

4. Le nombre moyen de parts en circulation, pondéré en fonction du temps, s'est chiffré à 792,2 millions et à 792,1 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024 (2023 – 772,1 millions et 771,7 millions).

5. Nous définissons le rendement du capital investi comme les FTOA, après un ajustement pour tenir compte d'une tranche estimative du bénéfice qui représente un remboursement de capital à l'égard des entreprises qui reposent sur des concessions, divisés par le capital investi. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement des capitaux propres et du capital investi.

6. Les distributions par part sont définies comme la somme des distributions de la société en commandite moins les distributions incitatives, divisées par le total des parts de société en commandite, des parts de commandité, des parts de société en commandite rachetables, des parts d'Exchange LP, des parts de société en commandite échangeables de BIPC et des actions échangeables de BIPC en circulation à la date de clôture des registres. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, la société en commandite a versé des distributions trimestrielles de 0,41 \$ par part et de 1,22 \$ par part, respectivement (2023 – 0,38 \$ par part et 1,15 \$ par part).

7. Le ratio de distribution des FTO est défini comme les distributions versées (y compris les distributions incitatives du commandité, les distributions sur parts privilégiées et les intérêts sur les billets perpétuels classés dans les capitaux propres) divisées par les FTO.

8. Le ratio de distribution des FTOA est défini comme les distributions versées (y compris les distributions incitatives du commandité, les distributions sur parts privilégiées et les intérêts sur les billets perpétuels classés dans les capitaux propres) divisées par les FTOA.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, les FTO ont totalisé 599 M\$ (0,76 \$ par part), comparativement à des FTO de 560 M\$ (0,73 \$ par part) pour le trimestre correspondant de 2023. À 7 %, la croissance interne s'est située dans les limites de notre fourchette de 6 % à 9 %, reflétant les hausses de tarifs en fonction de l'inflation pour nos actifs liés aux services publics et au transport, la hausse des produits au sein des activités du secteur médian ainsi que le bénéfice lié à la mise en service de projets d'investissement au cours des 12 derniers mois.

INFORMATION SECTORIELLE

Sous cette rubrique, nous examinons les résultats de nos principaux secteurs opérationnels, soit les services publics, le transport, le secteur médian, les données et le siège social. Les mesures clés sont présentées selon la quote-part de notre société en commandite des résultats sous-jacents et prennent en compte la participation de Brookfield Infrastructure dans des entreprises comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, sur lesquelles notre société en commandite exerce un contrôle, une influence notable ou un contrôle conjoint. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour obtenir une analyse de l'importance de l'information présentée par notre société en commandite, les limites associées à cette information ainsi qu'un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net de notre société en commandite conformément aux normes IFRS.



Services publics

Notre secteur des services publics est composé d'entreprises qui nous permettent de gagner un rendement sur des actifs au sein d'un marché réglementé ou théoriquement prévu, que nous appelons la base tarifaire, ou des produits des activités ordinaires conformément à des accords de concession à long terme, à des contrats bilatéraux privés approuvés ou ratifiés par l'organisme de réglementation ou à des cadres de contrôle des prix. Elles comprennent nos entreprises de transport réglementé (gaz naturel et électricité) ainsi que de distribution commerciale et résidentielle (électricité, gaz naturel et raccordements d'eau). Notre base tarifaire augmente selon le capital investi pour moderniser et développer nos réseaux. Selon le territoire, notre base tarifaire peut également augmenter avec l'inflation et les investissements de maintien ou encore diminuer avec l'amortissement réglementaire. Le rendement obtenu est généralement déterminé par un organisme de réglementation pour des périodes prescrites. Par la suite, il peut être assujéti à des révisions d'usage sur la base de critères établis. Notre portefeuille diversifié d'actifs nous permet d'atténuer l'exposition aux risques liés à chacun de ces régimes de réglementation.

Compte tenu des structures des franchises et des économies d'échelle qui s'appliquent à nos entreprises de services publics, nous bénéficions souvent d'avantages concurrentiels importants lorsque vient le temps de soumissionner sur des projets qui élargiraient notre base tarifaire et nous permettraient de gagner des produits des activités ordinaires additionnels. En conséquence, nous nous attendons à ce que ce secteur génère des produits et des marges stables au fil du temps qui devraient augmenter avec l'investissement de capitaux supplémentaires et l'inflation. La presque totalité du BAIIA ajusté de notre secteur des services publics provient de produits tirés d'activités réglementées ou contractuelles.

Pour notre secteur des services publics, les objectifs consistent à investir des capitaux afin d'élargir notre base tarifaire, de même qu'à offrir un service sûr, fiable et économiquement satisfaisant à nos clients. Si nous atteignons ces objectifs, nous serons en mesure d'obtenir un rendement approprié de la base tarifaire et de renforcer notre position sur le marché. Notre performance peut se mesurer par la croissance de notre base tarifaire, par le rendement de notre base tarifaire, de même que par la croissance de nos FTOA.

Notre secteur des services publics se compose des éléments suivants :

Transport réglementé

- Environ 2 900 kilomètres de lignes de transport d'électricité au Brésil.
- Environ 4 200 kilomètres de conduites de transport de gaz naturel en Amérique du Nord, au Brésil et en Inde.

Distribution commerciale et résidentielle

- Environ 8,3 millions de raccordements, principalement d'électricité et de gaz naturel.
- Infrastructures de décarbonation résidentielle, dont la location de chauffe-eau et de systèmes de chauffage, ventilation et climatisation (« CVC »), de même que d'autres services résidentiels essentiels à environ 10,7 millions de clients, dont environ 17,6 millions de polices et 1,7 million de contrats de location au Canada, aux États-Unis, en Allemagne et au Royaume-Uni.
- Plus de 0,7 million de services de compteurs divisionnaires sous contrat à long terme au Canada et aux États-Unis.
- Environ 2,6 millions de compteurs intelligents installés en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente la quote-part de notre société en commandite des mesures clés de notre secteur des services publics.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
FTO	188 \$	229 \$	558 \$	661 \$
Investissements de maintien	(20)	(19)	(56)	(64)
FTOA	168 \$	210 \$	502 \$	597 \$
BAIIA ajusté ¹	312 \$	345 \$	935 \$	995 \$
Base tarifaire	7 036	6 915	7 036	6 915
Rendement de la base tarifaire ^{2, 3}	12 %	13 %	12 %	13 %

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

2. Le rendement de la base tarifaire correspond au BAIIA ajusté divisé par la base tarifaire moyenne pondérée.

3. Le rendement de la base tarifaire exclut l'incidence du BAIIA généré par nos polices relatives aux services résidentiels, des produits liés aux raccordements, du remboursement de capital et des ajustements selon IFRS 16.

Notre société en commandite gagne un rendement sur des actifs au sein d'un marché réglementé ou théoriquement prévu, une mesure que nous appelons la base tarifaire. Notre base tarifaire reflète le montant actuel, qu'il soit défini par l'organisme de réglementation ou présumé selon nos flux de trésorerie contractuels, sur lequel nous gagnons notre rendement. Notre base tarifaire augmente en fonction du capital que nous investissons pour étendre nos réseaux et est indexée en fonction de l'inflation locale. Le rendement que nous gagnons est habituellement déterminé par un organisme de réglementation pour une période prescrite, ou calculé en fonction des flux de trésorerie liés aux contrats que nous avons conclus. Nous sommes d'avis que la base tarifaire est utile puisqu'elle permet aux investisseurs de mieux comprendre le rendement sans effet de levier que nos actifs peuvent actuellement générer et qu'elle améliore la comparabilité avec d'autres placements liés aux services publics en permettant d'évaluer plus justement la performance opérationnelle de nos entreprises grâce à l'élimination de l'incidence de la structure du capital et du profil fiscal actuels.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, notre secteur des services publics a dégagé un BAIIA ajusté et des FTO de 312 M\$ et de 188 M\$, comparativement à 345 M\$ et à 229 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Les résultats ont tiré parti de la forte croissance interne attribuable à l'avantage continu procuré par l'indexation en fonction de l'inflation et à la mise en service de projets d'investissement pris en compte dans la base tarifaire de plus de 450 M\$ au cours des 12 derniers mois. Les résultats ont été influencés par la dépréciation du real brésilien et par la baisse des taux sur les contrats de couverture de change. Par ailleurs, les FTO ont subi l'incidence de la hausse des coûts d'emprunt liés au financement des projets de croissance et à un financement effectué par notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil au cours du premier trimestre de 2024. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient le bénéfice tiré d'une entreprise de services publics réglementés en Australie cédée au troisième trimestre de 2023.

Le tableau suivant présente la quote-part revenant à notre société en commandite du BAIIA ajusté et des FTO des activités composant ce secteur opérationnel.

EN M\$ US	BAIIA ajusté ¹				FTO			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Distribution commerciale et résidentielle	177 \$	174 \$	518 \$	507 \$	125 \$	127 \$	361 \$	378 \$
Transport réglementé	135	171	417	488	63	102	197	283
Total	312 \$	345 \$	935 \$	995 \$	188 \$	229 \$	558 \$	661 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, nos activités de distribution commerciale et résidentielle ont dégagé un BAIIA ajusté de 177 M\$ et des FTO de 125 M\$, contre 174 M\$ et 127 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Les résultats ont tiré parti de l'indexation en fonction de l'inflation, de la croissance de notre clientèle et des projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire au cours des 12 derniers mois. Les résultats ont été influencés par la baisse des produits liés aux raccordements de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni et par la baisse des taux sur les contrats de couverture de change.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, le BAIIA ajusté et les FTO générés par nos activités de transport réglementé se sont chiffrés à 135 M\$ et à 63 M\$, respectivement, contre 171 M\$ et 102 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont diminué par rapport à l'exercice précédent en raison de la vente d'une entreprise de services publics réglementés en Australie au troisième trimestre de 2023. Les activités de base ont tiré parti de la mise en service de notre plus importante concession au sein de notre entreprise de transport d'électricité au Brésil. Les résultats ont subi l'incidence de la dépréciation du real brésilien et les FTO ont également subi l'incidence de la hausse des coûts d'emprunt découlant des refinancements selon une valeur accrue conclus pour nos gazoducs réglementés au Brésil et au Mexique.

Le tableau qui suit présente l'évolution de notre base tarifaire.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023
Base tarifaire au début de la période ¹	6 848 \$	7 117 \$	6 804 \$
Dépenses d'investissement liées aux projets mis en service	102	346	487
Indexation en fonction de l'inflation et autre	53	51	362
Amortissement réglementaire	(29)	(66)	(167)
Acquisitions (ventes d'actifs)	—	—	(614)
Écart de change et autres	62	(412)	245
Base tarifaire à la fin de la période	7 036 \$	7 036 \$	7 117 \$

1. La base tarifaire exclut nos activités de garantie résidentielle en Amérique du Nord et en Europe.

Au 30 septembre 2024, notre base tarifaire se chiffrait à 7,0 G\$. La base tarifaire a diminué par rapport au 31 décembre 2023, les nouveaux raccordements de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni et de notre plateforme d'infrastructure résidentielle ayant été contrebalancés par l'incidence du change, plus particulièrement en ce qui concerne le real brésilien.

Le tableau suivant présente l'évolution de la quote-part de notre société en commandite du carnet d'investissements, qui représente les projets de croissance pour les deux à trois prochaines années, ainsi que des projets d'investissement devant être mis en service.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023
Carnet d'investissements au début de la période	545 \$	562 \$	646 \$
Nouveaux mandats de projets d'investissement	115	331	569
Moins : dépenses d'investissement	(125)	(354)	(542)
Incidence des acquisitions (ventes d'actifs)	—	—	(127)
Écart de change et autres	18	14	16
Carnet d'investissements à la fin de la période	553	553	562
Travaux de construction en cours	510	510	469
Total des projets d'investissement devant être mis en service	1 063 \$	1 063 \$	1 031 \$

Le carnet d'investissements a trait à des projets qui ont été obtenus ou déposés auprès d'organismes de réglementation et qui devraient être mis en service et pris en compte dans la base tarifaire au cours des deux à trois prochaines années. Au 30 septembre 2024, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 1,1 G\$, soit un montant comparable au total de 1,0 G\$ au 31 décembre 2023. Les nouveaux mandats de raccordement obtenus ont été partiellement contrebalancés par les projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire. Notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni a fourni l'apport le plus important à nos projets d'investissement devant être mis en service pris en compte dans la base tarifaire, soit environ 760 M\$.

Événements récents

Au cours du troisième trimestre de 2024, nous avons convenu des modalités en vue de la vente de nos entreprises de transport de gaz naturel réglementé au Mexique pour un produit net d'environ 500 M\$ (dont un montant net de 125 M\$ revient à BIP). La vente devrait se conclure au premier trimestre de 2025, sous réserve des conditions de clôture habituelles.



Transport

Notre secteur du transport est composé d'actifs d'infrastructures qui offrent des services de transport, de stockage et de manutention de biens, de marchandises et de passagers pour lesquels nous touchons généralement une redevance d'accès ou de transport. La rentabilité est fonction du volume des services d'accès et services connexes fournis et du prix obtenu pour ces services. Ce secteur opérationnel est constitué d'entreprises qui pourraient être assujetties à des plafonds tarifaires ou à d'autres réglementations relatives aux tarifs qui visent le maintien de la concurrence, comme nos entreprises de chemins de fer et nos entreprises de routes à péage, ainsi que d'entreprises de terminaux diversifiés dont les activités sont largement contractuelles et assujetties aux régimes de réglementation applicables aux marchandises qu'elles manutentionnent. Les entreprises de transport sont, en règle générale, confrontées à d'importantes barrières à l'entrée et, dans plusieurs cas, ne disposent que d'un nombre restreint de substituts sur le marché local. Bien que ces entreprises affichent une sensibilité au prix du marché et au volume supérieure à celle de nos autres secteurs opérationnels, les produits sont généralement stables et, dans plusieurs cas, reposent sur des contrats ou des relations avec les clients. La diversification au sein de notre secteur du transport atténue l'impact des fluctuations de la demande d'un secteur d'activité, d'une marchandise ou d'un client en particulier. Environ 85 % du BAIIA ajusté de notre secteur du transport provient de produits tirés de contrats ou d'activités réglementées.

Pour notre secteur du transport, nos objectifs consistent à offrir un service sûr et fiable à nos clients et à répondre à leurs besoins en matière de croissance grâce à une utilisation accrue de nos actifs et à l'expansion de notre capacité par une utilisation efficace du capital. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de facturer un tarif approprié pour nos services et d'obtenir un rendement attrayant sur le capital investi. Notre performance peut se mesurer par la croissance de nos produits et par notre marge du BAIIA ajusté.

Notre secteur du transport se compose des éléments suivants :

Terminaux diversifiés

- Parc mondial d'environ 7 millions de conteneurs intermodaux équivalents vingt pieds (« EVP ») visés par des contrats à long terme.
- Un terminal d'exportation de gaz naturel liquéfié (« GNL ») aux États-Unis où transitent environ 30 millions de tonnes par année (« Mt/an »).
- Un terminal d'exportation en Australie où transitent environ 85 Mt/an.
- Dix terminaux au Royaume-Uni et en Australie, lesquels facilitent le commerce international des biens, des ressources naturelles et des marchandises.

Chemins de fer

- 115 lignes de chemin de fer de marchandises d'intérêt local représentant environ 22 000 kilomètres de voies ferrées en Amérique du Nord et en Europe.
- Seul fournisseur de réseau de chemins de fer dans la moitié sud de l'Australie-Occidentale, avec environ 5 500 kilomètres de voies ferrées, et exploitant d'environ 9 800 kilomètres de voies ferrées au Brésil, dont 8 000 kilomètres sont détenus.

Routes à péage

- Environ 3 200 kilomètres d'autoroutes au Brésil.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente la quote-part de notre société en commandite des mesures clés de notre secteur du transport.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
FTO	308 \$	205 \$	929 \$	596 \$
Investissements de maintien	(99)	(46)	(245)	(133)
FTOA	209 \$	159 \$	684 \$	463 \$
BAIIA ajusté ¹	417 \$	293 \$	1 243 \$	848 \$
Marge du BAIIA ajusté ²	65 %	59 %	65 %	58 %
Investissements de croissance	89 \$	70 \$	252 \$	199 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

2. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, notre secteur du transport a généré un BAIIA ajusté de 417 M\$ et des FTO de 308 M\$, comparativement à 293 M\$ et à 205 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance interne découle des volumes élevés dans l'ensemble de nos réseaux et des hausses des tarifs moyens réalisées de 7 % dans nos divers réseaux ferroviaires et de 5 % pour l'ensemble de notre portefeuille de routes à péage. Les résultats de l'exercice considéré reflètent l'apport pour un trimestre complet de l'acquisition de Triton, une entreprise de logistique intermodale mondiale, qui a eu lieu à la fin du troisième trimestre de 2023, ainsi que l'apport pour un trimestre complet d'une participation additionnelle de 10 % dans notre réseau de chemins de fer au Brésil.

Le tableau suivant présente la quote-part revenant à notre société en commandite du BAIIA ajusté et des FTO pour chacune des activités composant ce secteur opérationnel.

EN M\$ US	BAIIA ajusté ¹				FTO			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Terminaux diversifiés	223 \$	118 \$	661 \$	334 \$	165 \$	77 \$	488 \$	214 \$
Chemins de fer	128	109	380	312	99	84	298	240
Routes à péage	66	66	202	202	44	44	143	142
Total	417 \$	293 \$	1 243 \$	848 \$	308 \$	205 \$	929 \$	596 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, le BAIIA ajusté et les FTO générés par nos activités liées aux terminaux diversifiés se sont chiffrés à 223 M\$ et à 165 M\$, respectivement, contre 118 M\$ et 77 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti des hausses découlant de l'inflation et de la forte croissance des volumes par rapport à l'exercice précédent. Les résultats de l'exercice considéré reflètent l'apport pour un trimestre complet de l'acquisition de Triton, une entreprise de logistique intermodale mondiale, qui a eu lieu à la fin du troisième trimestre de 2023.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, nos activités liées aux chemins de fer ont généré un BAIIA ajusté de 128 M\$ et des FTO de 99 M\$, comparativement à 109 M\$ et à 84 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti d'une augmentation de 7 % des tarifs en fonction de l'inflation, et les résultats de l'exercice considéré reflètent l'apport d'une participation additionnelle de 10 % dans notre réseau de chemins de fer au Brésil.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, nos routes à péage ont généré un BAIIA ajusté de 66 M\$ et des FTO de 44 M\$, comparativement à 66 M\$ et à 44 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti d'une augmentation moyenne de 5 % des tarifs en fonction de l'inflation et d'une augmentation de 10 % des débits de circulation dans l'ensemble du portefeuille. La dépréciation du real brésilien a eu une incidence sur les résultats.

Le tableau suivant présente l'évolution de la quote-part de notre société en commandite du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023
Carnet d'investissements au début de la période	557 \$	714 \$	603 \$
Incidence des acquisitions	—	9	—
Nouveaux mandats de projets d'investissement	24	72	353
Moins : dépenses d'investissement	(89)	(252)	(276)
Écart de change et autres	14	(37)	34
Carnet d'investissements à la fin de la période	506	506	714
Travaux de construction en cours	220	220	445
Total des projets d'investissement devant être mis en service	726 \$	726 \$	1 159 \$

Les projets d'investissement devant être mis en service ont trait entre autres à l'amélioration et à l'expansion de nos réseaux ferroviaires, à l'amélioration et à la modernisation des infrastructures existantes dans nos terminaux et à l'augmentation et à l'élargissement des voies sur certaines routes pour répondre à la hausse des débits de circulation. Au 30 septembre 2024, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 726 M\$, contre 1 159 M\$ au 31 décembre 2023. Le total des projets d'investissement devant être mis en service a diminué par rapport au 31 décembre 2023, principalement en raison de la mise en service de l'un des plus importants projets d'infrastructure routière de notre entreprise de routes à péage au Brésil.



Secteur médian

Notre secteur médian est composé de systèmes qui fournissent des services de transport, de collecte, de traitement et de stockage de gaz naturel. La rentabilité est fonction du volume des services fournis et du prix obtenu pour ces services. Ce secteur opérationnel est constitué d'entreprises assujetties à une réglementation, comme certains de nos gazoducs de transport de gaz naturel dont les services sont assujettis à des plafonds tarifaires. Les entreprises du secteur médian doivent généralement surmonter d'importantes barrières à l'entrée du fait des coûts fixes élevés, des économies d'échelle ou des positions uniques occupées dans leurs marchés locaux. Bien que ces entreprises soient plus sensibles aux prix du marché et au volume que notre secteur des services publics, leurs produits font généralement l'objet d'engagements contractuels assortis de durées variables et sont relativement stables. Environ 80 % du BAIIA ajusté de notre secteur médian provient de produits tirés d'activités contractuelles ou réglementées.

Pour notre secteur médian, nos objectifs consistent à offrir un service sûr et fiable à nos clients et à répondre à leurs besoins en matière de croissance grâce à une utilisation accrue de nos actifs et à l'expansion de notre capacité par une utilisation efficace du capital. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de facturer un tarif approprié pour nos services et d'obtenir un rendement attrayant sur le capital investi. Notre performance peut se mesurer par la croissance de nos produits, par notre marge du BAIIA ajusté ainsi que par la croissance de nos FTOA.

Notre secteur médian se compose des éléments suivants :

- Environ 15 000 kilomètres de conduites de transport de gaz naturel aux États-Unis.
- Environ 10 600 kilomètres de gazoducs, y compris des gazoducs de longue distance, des gazoducs conventionnels et des pipelines collecteurs de gaz au Canada.
- 17 usines de traitement de gaz naturel et de liquides de gaz naturel ayant une capacité brute de traitement d'environ 5,7 milliards de pieds cubes (« Gpi³ ») par jour au Canada.
- Stockage de gaz naturel d'environ 570 Gpi³ aux États-Unis et au Canada.
- Capacité de production de polypropylène de 525 000 tonnes par an au Canada.

Le tableau qui suit présente la quote-part de notre société en commandite des mesures clés de notre secteur médian.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
FTO	147 \$	163 \$	460 \$	522 \$
Investissements de maintien	(40)	(45)	(117)	(118)
FTOA	107 \$	118 \$	343 \$	404 \$
BAIIA ajusté ¹	238	243	721	745
Marge du BAIIA ajusté ²	60 %	60 %	58 %	57 %

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

2. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, nos activités du secteur médian ont généré un BAIIA ajusté de 238 M\$ et des FTO de 147 M\$, comparativement à 243 M\$ et à 163 M\$, respectivement, pour l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti de la hausse des produits contractuels et sensibles aux conditions du marché au sein des activités du secteur médian, et ont été influencés par la baisse des taux sur les contrats de change. Les FTO ont subi l'incidence de la hausse des coûts d'emprunt liés au financement des projets d'investissement et d'un refinancement selon une valeur accrue conclu pour notre gazoduc aux États-Unis.

Le tableau suivant présente l'évolution de la quote-part de notre société en commandite du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023
Carnet d'investissements au début de la période	264 \$	270 \$	217 \$
Nouveaux mandats de projets d'investissement	21	95	174
Moins : dépenses d'investissement	(32)	(106)	(104)
Incidence des acquisitions (ventes d'actifs)	—	—	(23)
Écart de change et autres	2	(4)	6
Carnet d'investissements à la fin de la période	255	255	270
Travaux de construction en cours	139	139	74
Total des projets d'investissement devant être mis en service	394 \$	394 \$	344 \$

Au 30 septembre 2024, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 394 M\$, contre 344 M\$ au 31 décembre 2023. Le total des projets d'investissement devant être mis en service a trait à de nouveaux projets de croissance qui devraient accroître la capacité dans l'ensemble de nos activités liées au secteur médian en Amérique du Nord.



Notre secteur des données se compose d'infrastructures essentielles au service de clients dans les secteurs des télécommunications, de la fibre optique et du stockage de données. Nos activités liées à la transmission et à la distribution de données fournissent des services et des infrastructures essentiels aux sociétés de télécommunications, aux fournisseurs de technologies et d'infonuagique, ainsi qu'aux entreprises clientes, tandis que nos activités liées au stockage de données fournissent de l'hébergement physique et des infrastructures de haute performance à des entreprises, qu'il s'agisse de petites charges de travail ou de déploiements à grande échelle. La majorité de ces services ainsi que l'accès à des infrastructures font l'objet de contrats à moyen ou à long terme (d'une durée pouvant aller jusqu'à plus de 25 ans) assortis d'un mécanisme de rajustement en fonction de l'inflation, ce qui donne lieu à des produits et à des flux de trésorerie récurrents et prévisibles. Plus de 95 % du BAIIA ajusté de notre secteur des données provient de produits tirés d'activités contractuelles ou réglementées.

Notre clientèle des services de transmission et de distribution de données se compose d'importantes sociétés de télécommunications de premier plan en Allemagne, en Autriche, en France, au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Inde. En ce qui concerne nos activités de stockage de données, notre clientèle comprend environ 2 200 grandes entreprises de premier ordre situées principalement aux États-Unis et provenant d'une diversité de secteurs, ainsi que des clients à grande échelle qui ont recours à nos entreprises dans les Amériques, en Europe et en Asie-Pacifique.

Nos objectifs en ce qui concerne le secteur des données consistent à investir du capital afin d'améliorer et d'élargir nos gammes de services tout en fournissant un accès sécuritaire, fiable et sécurisé à nos immeubles. Si nous réussissons à atteindre ces objectifs, nous croyons que nous pourrions attirer de nouveaux clients et maintenir un faible roulement parmi nos clients existants. Le rendement de nos activités liées à la transmission et à la distribution de données et de nos activités liées aux centres de données peut être évalué par la croissance des produits et les améliorations de la marge du BAIIA ajusté.

Notre secteur des données se compose des éléments suivants :

Transmission et distribution de données

- Environ 305 000 sites de télécommunications en service en Inde, en France, en Allemagne, en Autriche et au Royaume-Uni.
- Environ 54 000 kilomètres de câble à fibre optique en France, en Australie, au Brésil et aux États-Unis.
- Plus de 70 systèmes d'antennes distribués au Royaume-Uni.
- Plus de 1,1 million de raccordements de fibre jusqu'aux locaux des abonnés en France, en Australie et aux États-Unis.
- Deux fonderies de fabrication de semi-conducteurs aux États-Unis.

Stockage de données

- Plus de 140 centres de données, d'une capacité de charge critique installée d'environ 905 mégawatts et d'une capacité contractuelle additionnelle d'environ 600 mégawatts.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente la quote-part de notre société en commandite des mesures clés de notre secteur des données.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
FTO	85 \$	66 \$	231 \$	208 \$
Investissements de maintien	(8)	(5)	(20)	(24)
FTOA	77 \$	61 \$	211 \$	184 \$
BAIIA ajusté ¹	151 \$	109 \$	420 \$	329 \$
Marge du BAIIA ajusté ²	67 %	74 %	65 %	66 %
Investissements de croissance	297 \$	281 \$	899 \$	602 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

2. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, notre secteur des données a dégagé un BAIIA ajusté et des FTO de 151 M\$ et de 85 M\$, respectivement, comparativement à 109 M\$ et à 66 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Les résultats ont tiré parti des points de présence additionnels de nos entreprises de tours de télécommunications et de fibre optique, ainsi que de la mise en service de mégawatts additionnels au sein de notre plateforme de centres de données mondiale. Les résultats de l'exercice considéré reflètent l'apport d'une entreprise de centres de données en colocalisation de détail en Amérique du Nord acquise au premier trimestre de 2024, ainsi que l'acquisition d'une plateforme de centres de données à très grande échelle aux États-Unis au quatrième trimestre de 2023. Les résultats de l'exercice considéré reflètent également l'apport partiel de l'acquisition complémentaire de 76 000 sites de tours de télécommunications en Inde.

Le tableau suivant présente la quote-part revenant à notre société en commandite du BAIIA ajusté et des FTO pour chacune des activités composant ce secteur opérationnel.

EN M\$ US	BAIIA ajusté ¹				FTO			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Transmission et distribution de données	96 \$	96 \$	267 \$	292 \$	60 \$	57 \$	165 \$	186 \$
Stockage de données	55	13	153	37	25	9	66	22
Total	151 \$	109 \$	420 \$	329 \$	85 \$	66 \$	231 \$	208 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, nos activités de transmission et de distribution de données ont généré un BAIIA ajusté de 96 M\$ et des FTO de 60 M\$, comparativement à 96 M\$ et à 57 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti des points de présence additionnels dans l'ensemble de notre portefeuille et ont été influencés par la baisse des taux sur les contrats de couverture du change. Les résultats de l'exercice considéré reflètent également l'apport partiel de l'acquisition complémentaire de 76 000 sites de tours de télécommunications en Inde.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, le BAIIA ajusté et les FTO générés par nos activités de stockage de données se sont chiffrés à 55 M\$ et à 25 M\$, respectivement, contre 13 M\$ et 9 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Les résultats ont profité de l'acquisition d'une entreprise de centres de données en colocalisation de détail en Amérique du Nord au cours du premier trimestre de 2024 et de l'acquisition d'une plateforme de centres de données à très grande échelle aux États-Unis au quatrième trimestre de 2023.

Le tableau suivant présente l'évolution de la quote-part de notre société en commandite du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023
Carnet d'investissements au début de la période	3 814 \$	4 104 \$	3 756 \$
Incidence des acquisitions	17	29	444
Nouveaux mandats de projets d'investissement	401	731	438
Moins : dépenses d'investissement	(297)	(899)	(824)
Écart de change et autres	14	(16)	290
Carnet d'investissements à la fin de la période	3 949	3 949	4 104
Travaux de construction en cours	1 679	1 679	1 000
Total des projets d'investissement devant être mis en service	5 628 \$	5 628 \$	5 104 \$

Au 30 septembre 2024, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 5,6 G\$, contre 5,1 G\$ au 31 décembre 2023. Les projets d'investissement devant être mis en service comprennent des projets comme notre partenariat avec Intel visant la construction de deux fonderies de semi-conducteurs aux États-Unis, la construction de sites additionnels et les nouvelles locations au sein de nos entreprises de tours de télécommunications, les raccordements additionnels au sein de nos activités mondiales de fibre optique et l'augmentation de la capacité de notre réseau de stockage de données. Les projets d'investissement devant être mis en service ont augmenté par rapport au 31 décembre 2023 en raison de la construction de nouvelles installations dans l'ensemble de notre portefeuille de centres de données à l'échelle mondiale.

Événements récents

Plus tôt au cours de l'exercice, nous avons convenu de vendre notre plateforme de fibre optique au sein de notre entreprise d'infrastructures de télécommunications en France pour un produit de 220 M\$ (dont un montant net de 100 M\$ revient à BIP). La vente devrait se conclure au quatrième trimestre de 2024, sous réserve des conditions de clôture habituelles.



Siège social

Le tableau suivant présente les éléments de notre secteur Siège social, selon la quote-part de notre société en commandite.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
BAIIA ajusté ¹	(113) \$	(100) \$	(302) \$	(312) \$
FTO	(129)	(103)	(356)	(321)

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, le BAIIA ajusté et les FTO de notre secteur Siège social correspondent à des pertes de 113 M\$ et de 129 M\$, respectivement, contre 100 M\$ et 103 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Les résultats de notre secteur Siège social sont principalement attribuables aux honoraires de gestion. En vertu de notre convention-cadre de services, nous payons à Brookfield des honoraires de gestion de base annuels correspondant à 1,25 % de la valeur de marché combinée de notre société en commandite et de BIPC, plus les parts privilégiées en circulation et le montant net de la dette avec recours.

Événements récents

En octobre 2024, une filiale émettrice sur le marché de Brookfield Infrastructure, BIPIC, a annoncé qu'elle tiendra une assemblée extraordinaire des porteurs d'actions privilégiées de premier rang de série 1 (les « actions privilégiées de BIPIC ») en vue de soumettre à l'approbation des porteurs des actions privilégiées de BIPIC une résolution spéciale visant le rachat des actions privilégiées de BIPIC par BIPIC pour un montant en trésorerie égal à 26,75 \$ CA par action privilégiée de BIPIC. Si la résolution spéciale est approuvée, BIPIC entend fournir un avis dans les plus brefs délais après l'assemblée de son intention de racheter la totalité des quatre millions d'actions privilégiées de BIPIC en circulation.

RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

Pour mesurer la performance opérationnelle, nous analysons les FTO ainsi que d'autres mesures conformes aux normes IFRS, comme le bénéfice net. Nous analysons également les FTOA, le BAIIA ajusté et le capital investi.

Le BAIIA ajusté, les FTO, les FTOA et le capital investi présentés se fondent sur la quote-part de la société en commandite des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, selon lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint ou une influence notable sur le placement, respectivement. Le BAIIA ajusté, les FTO, les FTOA et le capital investi ne sont pas présentés conformément aux normes IFRS et ils ne visent pas à l'être. En vertu des normes IFRS, nous ne sommes pas considérés comme ayant le contrôle sur les entités qui n'ont pas été consolidées et, par conséquent, elles sont présentées comme des participations dans des entreprises associées et des coentreprises à la note 9 des états financiers de notre société en commandite, qui sont inclus dans les présentes. La présentation des actifs et des passifs ainsi que des produits et des charges ne représente pas notre droit à ces éléments, et la radiation des montants des états financiers attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle n'abolit pas le droit ou l'exposition de notre société en commandite à ces éléments.

Par conséquent, l'information sectorielle sur les produits, les coûts attribués aux produits, les frais généraux et administratifs, les charges d'intérêts, les amortissements, l'impôt différé et les autres produits (charges) correspondant aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités constituent des éléments de rapprochement qui différeront des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'ils comprennent la quote-part de notre société en commandite du bénéfice (de la perte) des participations dans des entreprises associées attribuable à chacun des éléments ci-dessus et excluent la quote-part du bénéfice (de la perte) des participations consolidées non détenues par notre société en commandite répartie entre chacun des éléments susmentionnés.

Nous présentons les résultats financiers attribuables à la société en commandite parce que nous sommes d'avis qu'ils aident les investisseurs et les analystes à estimer notre performance globale et à comprendre la quote-part de notre société en commandite des résultats de ses placements sous-jacents, dont la participation économique et la présentation dans les états financiers varient lorsqu'ils sont établis conformément aux normes IFRS. Nous sommes d'avis que l'information que nous présentons, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés par notre société en commandite en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquente du rendement de nos activités et de la gestion de notre capital. La présentation du BAIIA ajusté, des FTO, des FTOA et du capital investi comme outils d'analyse comporte des limites, y compris les suivantes :

- Les montants présentés pour chaque poste sont obtenus en appliquant notre pourcentage de participation économique global déterminé lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence et ils ne représentent pas nécessairement notre droit aux actifs et aux passifs, pas plus qu'aux produits et aux charges.
- D'autres sociétés peuvent calculer les résultats attribuables à la société en commandite ou aux titres de capitaux propres ordinaires différemment de nous.

En raison de ces limites, notre information financière présentée selon la quote-part de la société en commandite des activités sous-jacentes ne devrait pas être considérée de façon isolée ni remplacer nos états financiers présentés en vertu des normes IFRS.

Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net conformément aux normes IFRS ainsi que la répartition de chaque élément de rapprochement par type et par secteur opérationnel.

Le bénéfice net est la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable avec les FTO, les FTOA et le BAIIA ajusté. Les capitaux propres sont la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable avec le capital investi. Nous invitons fortement les investisseurs à analyser les mesures financières en vertu des normes IFRS présentées dans le rapport de gestion et à ne pas se fier à une mesure financière unique pour évaluer notre société en commandite.

Les FTO ont leurs limites à titre d'outil d'analyse :

- Les FTO ne tiennent pas compte de la dotation aux amortissements. Comme nous détenons des immobilisations à durée d'utilité déterminée, la dotation aux amortissements tient compte du fait que nous devons conserver ou remplacer nos actifs en vue de maintenir notre capacité à générer des produits.
- Ils ne tiennent pas compte de l'impôt différé, qui pourrait devenir exigible si nous détenions nos actifs pour une longue durée.
- Ils ne tiennent pas compte de l'incidence des profits ou des pertes liés à la valeur de marché.
- Ils ne tiennent pas compte des autres produits (charges) correspondant aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités.
- Notre définition des FTO peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition des flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par la REALPAC et la NAREIT, entre autres parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les normes IFRS.

Les FTO sont une mesure clé que nous utilisons pour évaluer notre performance opérationnelle et ils constituent le fondement de la politique de distribution de notre société en commandite.

Lorsqu'ils sont considérés conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, les FTO permettent, à notre avis, une meilleure compréhension des facteurs et des tendances influant sur nos activités sous-jacentes. Ils nous permettent d'évaluer nos activités selon le rendement en trésorerie du capital investi en déduisant l'incidence des éléments sans effet sur la trésorerie et autres éléments.

Nous réintégrons la dotation aux amortissements pour neutraliser les effets de la perte de valeur de notre actif au fil du temps puisque nous sommes d'avis que la valeur de la plupart de nos actifs se maintiendra au fil du temps, à condition que nous fassions tous les investissements de maintien nécessaires. Nous réintégrons l'impôt différé, cet élément ne traduisant pas, à notre avis, la valeur actuelle des obligations fiscales en trésorerie réelles que nous devons acquitter, particulièrement si nos activités sont détenues longtemps. Nous réintégrons aussi l'incidence des profits (pertes) liés à la valeur de marché, qui donne une approximation, à un moment précis, de la valeur des éléments que nous jugeons comme étant à long terme. Finalement, nous réintégrons les autres produits (charges) qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités.

En outre, nous analysons les FTOA, que nous définissons comme les FTO diminués des dépenses d'investissement nécessaires pour maintenir la performance actuelle de nos activités (investissements de maintien). Bien que les FTO permettent d'évaluer la performance opérationnelle actuelle, ils ne tiennent pas compte des coûts nécessaires pour maintenir la performance opérationnelle des actifs de notre société en commandite. Pour évaluer la performance opérationnelle durable à long terme de nos entreprises, nous avons remarqué qu'en plus des FTO, les investisseurs se fient aux FTOA, qui tiennent compte de l'incidence des investissements de maintien.

Nous analysons également le BAIIA ajusté. Le BAIIA ajusté permet une meilleure compréhension de la performance de notre entreprise et en facilite la comparabilité d'une période à l'autre et avec nos pairs. En plus des ajustements apportés aux FTO, le BAIIA ajusté exclut l'incidence des charges d'intérêts et de l'impôt exigible pour éliminer l'incidence de notre structure du capital et de notre profil fiscal actuels sur l'évaluation de la performance opérationnelle de nos entreprises.

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société en commandite, est une mesure que nous utilisons pour évaluer les rendements du capital investi par rapport aux rendements visés. Les décisions d'investissement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % à long terme. Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres, déduction faite des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales d'exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les FTOA, moins les remboursements de capital estimatifs liés aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période. Notre société en commandite effectue une estimation des remboursements de capital en examinant le profil des flux de trésorerie sur la durée d'utilité économique des entreprises à durée de vie limitée, tel qu'il a été conclu, et en estimant le pourcentage des flux de trésorerie générés au cours d'un exercice donné. Ce pourcentage est ensuite appliqué à notre capital investi afin de déterminer le montant du capital qui, à notre avis, a été remboursé au cours de l'exercice considéré.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du bénéfice net, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et des FTO et des FTOA.

EN MS US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Bénéfice net	234 \$	256 \$	1 232 \$	1 172 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	854	669	2 672	1 946
Quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	(56)	(96)	(192)	(472)
Apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	238	225	708	709
(Économie) charge d'impôt différé	(56)	(4)	(257)	(9)
Pertes (profits) liés à la valeur de marché	23	(34)	61	(27)
Autres charges ²	200	194	100	142
FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ³	(838)	(650)	(2 502)	(1 795)
FTO	599	560	1 822	1 666
Investissements de maintien	(167)	(115)	(438)	(339)
FTOA	432 \$	445 \$	1 384 \$	1 327 \$

1. L'apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises correspond aux FTO attribuables à la société en commandite qui sont générés par ses participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Compte tenu de la quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises, ces ajustements ont pour effet combiné d'exclure l'incidence des soldes pris en compte dans notre définition des FTO comptabilisés dans nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises.
2. Les autres charges correspondent aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des charges d'exploitation en trésorerie récurrentes normales nécessaires à l'exercice des activités. Les autres produits ou les autres charges exclus des FTO comprennent principalement les profits sur les acquisitions et cessions de filiales, d'entreprises associées et de coentreprises, les profits ou les pertes liés à la conversion des devises et reclassés du cumul des autres éléments du résultat global aux autres charges, les coûts d'acquisition, les profits et les pertes de réévaluation des emprunts, l'amortissement des coûts de financement différés, les profits ou pertes à la réévaluation de la juste valeur, les charges de désactualisation au titre de la contrepartie différée ou des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, ainsi que les profits et les pertes à l'extinction d'une dette.
3. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées. En ajustant les FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, notre société en commandite peut exclure la tranche des FTO gagnés par les filiales non entièrement détenues qui n'est pas attribuable à la société en commandite.

Tous les montants de rapprochement du bénéfice net et des FTO présentés ci-dessus proviennent directement des états financiers consolidés de notre société en commandite et, en ce qui concerne les postes Apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, la quote-part de notre société en commandite des FTO connexes est calculée au moyen de méthodes comptables cohérentes avec celles qui ont été appliquées pour préparer les états financiers consolidés de notre société en commandite. Les FTO liés à ces éléments sont calculés de la même façon que ceux des entités consolidées, tel qu'il est présenté ci-dessus, et sont calculés en appliquant les mêmes pourcentages de participation que ceux utilisés dans le calcul de la quote-part de notre société en commandite du bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence et l'élimination correspondante des participations ne donnant pas le contrôle, conformément à IAS 28 *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* et à IFRS 10 *États financiers consolidés*, respectivement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, l'écart entre le bénéfice net et les FTO tient surtout aux amortissements, à l'apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et aux FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle. Pour le trimestre et la période de neuf mois, les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des récentes acquisitions, de l'augmentation de la valeur des actifs suivant notre processus annuel de réévaluation et des dépenses d'investissement engagées au cours de l'exercice. Les FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, tandis que les apports des acquisitions et la croissance interne ont plus que contrebalancé l'incidence des cessions. L'apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des apports des entreprises récemment acquises, facteur partiellement contrebalancé par les cessions.

L'écart entre le bénéfice net et les FTOA tient aux facteurs susmentionnés ainsi qu'aux investissements de maintien de 167 M\$ et de 438 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024 (2023 – 115 M\$ et 339 M\$).

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du BAIIA ajusté, une mesure non conforme aux normes IFRS.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Bénéfice net	234 \$	256 \$	1 232 \$	1 172 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	854	669	2 672	1 946
Charges d'intérêts	873	640	2 493	1 775
Quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	(56)	(96)	(192)	(472)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	351	330	1 045	1 024
Charge d'impôt	79	138	172	409
Pertes (profits) liés à la valeur de marché	23	(34)	61	(27)
Autres charges (produits)	107	99	(158)	(101)
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ²	(1 460)	(1 112)	(4 308)	(3 121)
BAIIA ajusté	1 005 \$	890 \$	3 017 \$	2 605 \$

1. L'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises correspond au BAIIA ajusté attribuable à la société en commandite qui est généré par ses participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. En plus de la déduction ou de la réintégration de la quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises, ces ajustements ont pour effet combiné d'exclure l'incidence des soldes pris en compte dans notre définition du BAIIA ajusté comptabilisés dans nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises.
2. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées.

Tous les montants de rapprochement présentés ci-dessus proviennent directement des états financiers consolidés de notre société en commandite et, en ce qui concerne les postes Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, la quote-part de notre société en commandite du BAIIA ajusté connexe est calculée au moyen de méthodes comptables cohérentes avec celles qui ont été appliquées pour préparer les états financiers consolidés de notre société en commandite. Le BAIIA ajusté lié à ces éléments est calculé de la même façon que celui des entités consolidées, tel qu'il est présenté ci-dessus, et est calculé en appliquant les mêmes pourcentages de participation que ceux utilisés dans le calcul de la quote-part de notre société en commandite du bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence et l'élimination correspondante des participations ne donnant pas le contrôle, conformément à IAS 28 *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* et à IFRS 10 *États financiers consolidés*, respectivement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, l'écart entre le bénéfice net et le BAIIA ajusté tient surtout aux amortissements, aux charges d'intérêts, à l'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et au BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Pour le trimestre et la période de neuf mois, les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des récentes acquisitions, de l'augmentation de la valeur des actifs suivant notre processus annuel de réévaluation et des dépenses d'investissement engagées au cours de l'exercice. Les charges d'intérêts ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des emprunts additionnels liés aux entreprises acquises au cours de l'exercice. L'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des apports des entreprises récemment acquises, facteur partiellement contrebalancé par les cessions. Le BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des récentes acquisitions et de la croissance interne, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence des cessions.

Le bénéfice net par part de société en commandite est la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable aux FTO par part. Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net par part de société en commandite, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et des FTO par part, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN M\$ US, SAUF LES MONTANTS PAR PART ¹	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Bénéfice net par part de société en commandite ¹	(0,18) \$	0,03 \$	(0,18) \$	0,34 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	0,52	0,46	1,58	1,36
Impôt différé et autres éléments ²	0,42	0,24	0,91	0,46
FTO par part ³	0,76 \$	0,73 \$	2,31 \$	2,16 \$

1. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, pondéré en fonction du temps, s'est chiffré à 461,7 millions et à 461,5 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024 (2023 – 458,8 millions et 458,6 millions).

2. Se reporter au rapprochement du bénéfice net et des FTO présenté ci-dessus pour une description des soldes inclus dans les autres éléments.

3. Le nombre moyen de parts en circulation, pondéré en fonction du temps, s'est chiffré à 792,2 millions et à 792,1 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024 (2023 – 772,1 millions et 771,7 millions).

Le tableau suivant présente un rapprochement des capitaux propres, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du capital investi, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN M\$ US	Au 30 septembre 2024	Au 31 décembre 2023
Capitaux propres	29 507 \$	34 016 \$
Exclure l'incidence des éléments suivants depuis la constitution :		
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales d'exploitation	(20 326)	(23 661)
Déficit	5 534	4 419
Cumul des autres éléments de bénéfice global	(1 087)	(1 161)
Changements de participation et autres	(587)	(581)
Capital investi	13 041 \$	13 032 \$

Le capital investi a augmenté en raison de l'émission de parts de société en commandite d'un montant de 9 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2024.

Le tableau suivant présente la variation du capital investi au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2024 et 2023.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Solde d'ouverture	13 038 \$	12 289 \$	13 032 \$	12 281 \$
Émission d'actions échangeables de BIPC	—	751	—	751
Émission de parts de société en commandite	3	2	9	10
Solde de clôture	13 041 \$	13 042 \$	13 041 \$	13 042 \$
Moyenne pondérée du capital investi	13 038 \$	12 305 \$	13 035 \$	12 291 \$

Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les FTOA, moins les remboursements de capital estimatifs liés aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période. Notre société en commandite effectue une estimation des remboursements de capital en examinant le profil des flux de trésorerie sur la durée d'utilité économique des entreprises à durée de vie limitée, tel qu'il a été conclu, et en estimant le pourcentage des flux de trésorerie générés au cours d'un exercice donné. Ce pourcentage est ensuite appliqué à notre capital investi afin de déterminer le montant du capital qui, à notre avis, a été remboursé au cours de l'exercice considéré.

Nous définissons les FTOA comme les FTO diminués des investissements de maintien. Les FTOA pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024 se sont chiffrés à 432 M\$ et à 1 384 M\$, respectivement (2023 – 445 M\$ et 1 327 M\$). Le remboursement de capital estimatif pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024 s'est chiffré à 30 M\$ et à 91 M\$, respectivement (2023 – 29 M\$ et 89 M\$).

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, notre société en commandite a atteint ses objectifs en matière de rendement des placements, ayant enregistré un rendement du capital investi de 12 % et de 13 %, respectivement (2023 – 14 % et 13 %).

Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel

Le BAIIA ajusté de chacun de nos secteurs opérationnels est présenté selon la quote-part de notre société en commandite des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, selon lesquelles nous exerçons un contrôle ou une influence notable sur le placement, respectivement, afin d'illustrer l'incidence des principaux inducteurs de valeur des secteurs opérationnels sur notre performance globale. Par conséquent, les intérêts, les amortissements, l'impôt sur le résultat, l'incidence des pertes (profits) liés à la valeur de marché et les autres produits (charges) correspondant aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités constituent des éléments de rapprochement qui différeront des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'ils comprennent la quote-part de notre société en commandite du bénéfice (de la perte) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises attribuable à chacun des éléments ci-dessus et excluent la quote-part du bénéfice (de la perte) des participations consolidées non détenues par la société en commandite répartie entre chacun des éléments susmentionnés.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement du BAIIA ajusté de chaque secteur et du bénéfice net sectoriel consolidé comptabilisé selon les normes IFRS.

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE
30 SEPTEMBRE 2024
EN M\$ US

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Bénéfice net (perte nette) sectoriel consolidé	154 \$	229 \$	38 \$	42 \$	(229) \$	234 \$

Réintégrer ou déduire les éléments suivants :

Amortissements	210	272	190	182	—	854
Charges d'intérêts	265	156	165	215	72	873
Quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	(3)	(56)	(12)	3	12	(56)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	32	211	35	73	—	351
Charge (économie) d'impôt	88	(14)	—	8	(3)	79
Pertes (profits) liés à la valeur de marché	9	(8)	14	(40)	48	23
Autres charges (produits)	19	84	22	(5)	(13)	107
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ²	(462)	(457)	(214)	(327)	—	(1 460)
BAIIA ajusté	312 \$	417 \$	238 \$	151 \$	(113) \$	1 005 \$

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE
30 SEPTEMBRE 2023
EN M\$ US

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Bénéfice net (perte nette) sectoriel consolidé	265 \$	101 \$	50 \$	(86) \$	(74) \$	256 \$

Réintégrer ou déduire les éléments suivants :

Amortissements	206	139	197	127	—	669
Charges d'intérêts	212	82	145	144	57	640
Quote-part de la perte (du bénéfice) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	18	(87)	(15)	1	(13)	(96)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	45	183	40	62	—	330
Charge (économie) d'impôt	122	(8)	—	3	21	138
(Profits) pertes liés à la valeur de marché	(2)	(4)	(4)	28	(52)	(34)
Autres charges (produits)	21	73	13	31	(39)	99
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ²	(542)	(186)	(183)	(201)	—	(1 112)
BAIIA ajusté	345 \$	293 \$	243 \$	109 \$	(100) \$	890 \$

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE
30 SEPTEMBRE 2024
EN M\$ US

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Bénéfice net (perte nette) sectoriel consolidé	487 \$	689 \$	103 \$	506 \$	(553) \$	1 232 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :						
Amortissements	641	815	618	598	—	2 672
Charges d'intérêts	764	443	465	612	209	2 493
Quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	(11)	(185)	(45)	15	34	(192)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	96	618	117	214	—	1 045
Charge (économie) d'impôt	306	(19)	5	(141)	21	172
Pertes (profits) liés à la valeur de marché	20	(12)	16	15	22	61
Autres charges (produits)	42	228	71	(464)	(35)	(158)
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ²	(1 410)	(1 334)	(629)	(935)	—	(4 308)
BAIIA ajusté	935 \$	1 243 \$	721 \$	420 \$	(302) \$	3 017 \$

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE
30 SEPTEMBRE 2023
EN M\$ US

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Bénéfice net (perte nette) sectoriel consolidé	730 \$	641 \$	221 \$	61 \$	(481) \$	1 172 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :						
Amortissements	610	414	573	349	—	1 946
Charges d'intérêts	611	252	396	364	152	1 775
Quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	(6)	(188)	(80)	(232)	34	(472)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	137	522	165	200	—	1 024
Charge (économie) d'impôt	330	47	(27)	12	47	409
(Profits) pertes liés à la valeur de marché	(11)	(4)	(65)	45	8	(27)
Autres charges (produits)	101	(254)	46	78	(72)	(101)
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ²	(1 507)	(582)	(484)	(548)	—	(3 121)
BAIIA ajusté	995 \$	848 \$	745 \$	329 \$	(312) \$	2 605 \$

1. L'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises correspond au BAIIA ajusté attribuable à la société en commandite qui est généré par ses participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. En plus de la déduction ou de la réintégration de la quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises, ces ajustements ont pour effet combiné d'exclure l'incidence des soldes pris en compte dans notre définition du BAIIA ajusté comptabilisés dans nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises.

2. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La nature de nos actifs et la qualité des flux de trésorerie que nous en tirons nous permettent de maintenir une structure du capital stable et peu coûteuse. Nous nous efforçons de maintenir suffisamment de liquidités en tout temps pour être en mesure de saisir les occasions intéressantes lorsqu'elles se présentent, de mieux composer avec toute dégradation inattendue de la conjoncture et de maintenir nos distributions aux porteurs de parts. Nos liquidités proviennent principalement des flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation, des facilités de crédit inutilisées et de notre accès aux marchés financiers publics et privés. Nous structurons également les actifs que nous détenons de manière à accroître notre capacité de les monétiser et ainsi obtenir des liquidités supplémentaires, au besoin. Dans certains cas, les filiales peuvent être assujetties à des limites relativement à leur capacité de déclarer ou de payer des dividendes à notre société en commandite. Cependant, aucune limite importante n'existait au 30 septembre 2024 et au 31 décembre 2023.

Nos liquidités à l'échelle du groupe au 30 septembre 2024 se composaient de ce qui suit :

EN MS US	Au 30 septembre 2024	Au 31 décembre 2023
Trésorerie et actifs financiers généraux	294 \$	812 \$
Facilité de crédit générale engagée	2 225	2 175
Facilité de crédit générale subordonnée	1 000	1 000
Prélèvements sur la facilité de crédit générale	(910)	(222)
Engagements en vertu de la facilité de crédit générale	(8)	(8)
Papier commercial	(979)	(989)
Quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée dans les entreprises	1 423	984
Quote-part de la société en commandite du montant disponible aux termes des facilités de crédit des filiales	1 536	1 459
Liquidités à l'échelle du groupe	4 581 \$	5 211 \$

Les liquidités à l'échelle du groupe sont, à notre avis, suffisantes pour répondre aux besoins actuels de Brookfield Infrastructure. À la fin du trimestre, les liquidités à l'échelle du groupe se chiffraient à 4,6 G\$, soit une baisse par rapport à notre situation de trésorerie au 31 décembre 2023, principalement en raison de l'augmentation des prélèvements sur notre facilité de crédit générale.

Nous finançons nos actifs principalement au niveau des sociétés d'exploitation au moyen d'emprunts qui, en général, viennent à échéance à long terme, comportent peu de clauses restrictives et sont sans recours contre Brookfield Infrastructure ou nos autres activités.

Sur une base consolidée, au 30 septembre 2024, nos remboursements de capital prévus pour les cinq prochaines années étaient les suivants :

EN MS US	Durée moyenne (en années)	Pour les périodes de 1 an closes les 30 septembre						
		2025	2026	2027	2028	2029	Après	Total
Emprunts généraux ¹	14	— \$	— \$	333 \$	518 \$	518 \$	1 925 \$	3 294 \$
Emprunts sans recours	7	2 949	4 997	4 610	6 669	6 923	22 392	48 540

1. Les emprunts généraux et la durée moyenne à l'échéance sont présentés sur une base ajustée pour exclure les prélèvements sur notre facilité de crédit générale, les émissions de papier commercial et les coûts de financement différés et autres. Se reporter à la note 10, « Emprunts », pour plus de détails.

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette attribuable à la société en commandite (se reporter à la définition de la dette attribuable à la société en commandite ci-dessous), une mesure non conforme aux normes IFRS que nous utilisons pour évaluer notre situation de trésorerie, et de la dette consolidée.

EN MS US	Au 30 septembre 2024	Au 31 décembre 2023
Dette consolidée	52 778 \$	45 815 \$
Ajouter : quote-part de la société en commandite de la dette des participations dans des entreprises associées :		
Services publics	683	697
Transport	3 753	3 638
Secteur médian	474	471
Données	4 247	2 997
Déduire : emprunts attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	(30 480)	(25 536)
Prime sur la dette, swaps de devises et autres	394	394
Dette attribuable à la société en commandite	31 849 \$	28 476 \$

Le tableau suivant présente notre dette nette, une mesure de la liquidité non conforme aux normes IFRS utilisée pour évaluer la dette attribuable à la société en commandite, déduction faite de la quote-part de la société en commandite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

EN M\$ US	Au 30 septembre 2024	Au 31 décembre 2023
Dette attribuable à la société en commandite		
Services publics	6 066 \$	5 558 \$
Transport	7 884	7 630
Secteur médian	6 230	6 137
Données	6 513	4 240
Siège social	5 156	4 911
Total de la dette attribuable à la société en commandite	31 849 \$	28 476 \$
Quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée dans les entreprises¹		
Services publics	130 \$	261 \$
Transport	465	424
Secteur médian	67	144
Données	761	155
Siège social ²	294	812
Total de la quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée dans les entreprises	1 717 \$	1 796 \$
Dette nette		
Services publics	5 936 \$	5 297 \$
Transport	7 419	7 206
Secteur médian	6 163	5 993
Données	5 752	4 085
Siège social	4 862	4 099
Total de la dette nette	30 132 \$	26 680 \$

1. La quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée dans les entreprises comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie attribuables à la société en commandite de 1 097 M\$ détenus par l'entremise de ses participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, et elle exclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle de 620 M\$ en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées.

2. La quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée au titre du siège social comprend les actifs financiers généraux.

Le tableau suivant présente, au 30 septembre 2024, la quote-part de notre société en commandite des remboursements de capital prévus pour les cinq prochaines années.

EN M\$ US	Durée moyenne (en années)	2024	2025	2026	2027	2028	Après	Total
Emprunts avec recours								
Emprunts généraux ¹	14	— \$	— \$	— \$	333 \$	518 \$	2 443 \$	3 294 \$
Total des emprunts avec recours	14	—	—	—	333	518	2 443	3 294
Emprunts sans recours²								
Services publics								
Distribution commerciale et résidentielle	10	9	280	364	251	562	2 755	4 221
Transport réglementé	8	9	154	112	212	104	1 254	1 845
	9	18	434	476	463	666	4 009	6 066
Transport								
Terminaux diversifiés	6	35	189	415	811	320	2 955	4 725
Chemins de fer	5	27	214	232	22	309	1 176	1 980
Routes à péage	8	15	93	128	167	146	630	1 179
	6	77	496	775	1 000	775	4 761	7 884
Secteur médian³	6	11	149	220	1 497	429	3 924	6 230
Données								
Transmission et distribution de données	7	10	77	308	169	418	3 452	4 434
Stockage de données	4	—	15	466	687	604	307	2 079
	6	10	92	774	856	1 022	3 759	6 513
Total des emprunts sans recours^{2, 4}	7	116	1 171	2 245	3 816	2 892	16 453	26 693
Total des emprunts⁵	8	116 \$	1 171 \$	2 245 \$	4 149 \$	3 410 \$	18 896 \$	29 987 \$
Pourcentage du total des emprunts		— %	4 %	8 %	14 %	11 %	63 %	100 %

1. Les emprunts généraux et la durée moyenne à l'échéance sont présentés sur une base ajustée pour exclure les prélèvements sur notre facilité de crédit générale, les émissions de papier commercial et les coûts de financement différés et autres. Se reporter à la note 10, « Emprunts », pour plus de détails. Le calcul de la dette nette présenté dans le tableau ci-dessus exclut ces ajustements.

2. Représente la dette sans recours contre Brookfield Infrastructure, puisque les porteurs ont un droit de recours seulement contre les activités sous-jacentes.

3. Les obligations liées au papier commercial de notre entreprise diversifiée du secteur médian au Canada sont entièrement visées par sa facilité de crédit de sûreté et ont été présentées dans le tableau qui précède en fonction de l'échéance de la facilité connexe.

4. Au 30 septembre 2024, aucune tranche de la dette attribuable à la société en commandite ne respectait pas les clauses restrictives financières au niveau de l'actif.

5. Au 30 septembre 2024, environ 41 % des emprunts avaient été émis sous la forme d'emprunts à taux variable. Brookfield Infrastructure et ses filiales ont conclu des swaps de taux d'intérêt au moyen desquels la dette à taux variable a été transformée en dette à taux fixe, ce qui a réduit à environ 19 % la proportion des emprunts à taux variable sur le total de nos emprunts. Compte non tenu du fonds de roulement et des facilités pour dépenses d'investissement, les emprunts à taux variable correspondent approximativement à 13 % du total de nos emprunts, incluant l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

La durée moyenne de la dette attribuable à la société en commandite est de sept ans. La quote-part de notre société en commandite du ratio d'endettement net, défini comme la quote-part de notre société en commandite de la dette nette divisée par la somme de la quote-part de notre société en commandite de la dette nette et du capital investi, s'établissait à 70 % au 30 septembre 2024. Le taux d'intérêt moyen pondéré en trésorerie s'établissait à 5,9 % pour l'ensemble des entreprises (30 septembre 2023 – 5,6 %), les taux pour nos secteurs des services publics, du transport, du secteur médian, des données et du siège social s'étant respectivement chiffrés à 6,3 %, à 5,7 %, à 5,7 %, à 6,2 % et à 5,3 % (30 septembre 2023 – 6,2 %, 5,6 %, 5,6 %, 5,6 % et 5,1 %, respectivement).

Nous définissons la dette attribuable à la société en commandite, une mesure non conforme aux normes IFRS, comme la quote-part de notre société en commandite des obligations relatives aux emprunts liés à nos participations dans diverses entreprises comprises dans le portefeuille. La dette nette correspond à la dette attribuable à la société en commandite, déduction faite de la quote-part de la société en commandite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La quote-part de notre société en commandite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est calculée comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés en vertu des normes IFRS, plus notre quote-part de la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus par l'intermédiaire de participations dans des entreprises associées et des coentreprises, moins les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle.

La dette attribuable à la société en commandite et la dette nette ne sont pas présentées conformément aux normes IFRS et elles ne visent pas à l'être. Nous sommes d'avis que l'information que nous présentons, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés en vertu des normes IFRS de notre société en commandite, y compris la dette consolidée, offre une évaluation plus éloquente de la performance de nos activités et de la gestion de notre capital. La présentation de la dette attribuable à la société en commandite et de la dette nette comme outils d'analyse comporte des limites, y compris les suivantes :

- La dette attribuable à la société en commandite et la dette nette ne représentent pas notre obligation consolidée relative à la dette sous-jacente d'un placement consolidé. Si un projet donné ne génère pas des flux de trésorerie suffisants pour régler l'intégralité des paiements liés à la dette connexe, notre société en commandite peut décider, à sa discrétion, de régler l'insuffisance au moyen d'une injection de capitaux en vue d'éviter un manquement à l'obligation. Une telle insuffisance pourrait ne pas être apparente ou ne pas être équivalente à l'écart entre le BAIIA ajusté proportionnel global de l'ensemble des placements compris dans notre portefeuille et la dette attribuable à la société en commandite globale de l'ensemble des placements compris dans notre portefeuille.
- D'autres sociétés peuvent calculer la dette attribuable à la société en commandite et la dette nette différemment de nous.

La dette attribuable à la société en commandite et la dette nette sont présentées pour aider les investisseurs à comprendre la structure du capital de nos placements sous-jacents qui sont consolidés dans nos états financiers, mais qui ne sont pas entièrement détenus. Présentées parallèlement au BAIIA ajusté, ces deux mesures devraient fournir de l'information utile quant à la façon dont la société en commandite a financé ses entreprises au niveau de l'actif, et elles donnent un aperçu de notre rendement du capital que nous avons investi à un niveau donné d'endettement. De plus, la société en commandite prend part à des arrangements comme des coentreprises ou des consortiums, ce qui lui permet d'avoir accès à des partenaires qui possèdent une expertise locale stratégique et d'importants capitaux. Lorsqu'elle investit dans de tels arrangements, lesquels ne sont pas consolidés aux fins des états financiers, la société en commandite conserve néanmoins le contrôle conjoint ou une influence notable sur l'entreprise et n'est pas, par conséquent, un investisseur passif. Nous établissons des accords de gouvernance afin d'exiger de chacune de nos entreprises qu'elle distribue la totalité de la trésorerie disponible (généralement définie comme les fonds en caisse moins tout montant réservé aux fins des projets de croissance engagés selon l'approbation du conseil d'administration de l'entreprise), accords qui assurent que toute décision de ne pas distribuer la totalité des flux de trésorerie disponibles ne peut être prise sans notre consentement exprès. Par conséquent, la société en commandite a accès aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la totalité de nos entreprises, y compris les coentreprises et tout autre placement non consolidé.

GESTION DU CAPITAL

L'approche de notre société en commandite en matière de gestion du capital consiste à maximiser les rendements pour les porteurs de parts et à nous assurer que le capital est investi de façon à nous permettre d'atteindre nos objectifs en matière de rendement des placements.

Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres, déduction faite de l'incidence des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales d'exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société en commandite, est une mesure que nous utilisons pour évaluer les rendements du capital investi par rapport aux rendements visés. Les décisions d'investissement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % à long terme. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés (les « FTOA »), moins les remboursements de capital estimatifs liés aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période. Notre société en commandite effectue une estimation des remboursements de capital en examinant le profil des flux de trésorerie sur la durée d'utilité économique des entreprises à durée de vie limitée, tel qu'il a été conclu, et en estimant le pourcentage des flux de trésorerie générés au cours d'un exercice donné. Ce pourcentage est ensuite appliqué à notre capital investi afin de déterminer le montant du capital qui, à notre avis, a été remboursé au cours de l'exercice considéré.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, la moyenne pondérée du capital investi s'est chiffrée à 13 038 M\$ et à 13 035 M\$, respectivement. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour obtenir plus de détails.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau ci-dessous présente les obligations contractuelles de Brookfield Infrastructure au 30 septembre 2024.

EN M\$ US	Paielements exigibles par période				Total des flux de trésorerie contractuels
	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Créditeurs et autres passifs	3 950 \$	58 \$	26 \$	221 \$	4 255 \$
Emprunts généraux ¹	979	—	1 763	2 441	5 183
Emprunts sans recours ¹	2 949	4 997	18 202	22 392	48 540
Passifs financiers	342	186	310	2 399	3 237
Obligations locatives	648	596	1 513	3 167	5 924
Charges d'intérêts :					
Emprunts généraux ²	213	213	567	1 672	2 665
Emprunts sans recours	3 076	2 913	6 722	5 493	18 204

1. Les emprunts excluent les coûts de financement différés et autres. Se reporter à la note 10, « Emprunts », pour plus de détails.

2. Les charges d'intérêts sur les emprunts généraux comprennent des obligations non actualisées liées aux intérêts sur les billets subordonnés d'une valeur de 250 M\$ et de 158 M\$ assortis d'un coupon de 5,0 % et de 7,3 % par année et venant à échéance le 24 mai 2081 et le 31 mai 2084, respectivement.

De plus, en vertu de la convention-cadre de services, nous versons chaque trimestre à Brookfield des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % (1,25 % annuellement) de la valeur de marché de notre société en commandite, plus le montant net des emprunts avec recours. Ces honoraires devraient s'élever à quelque 440 M\$ par année, en fonction de la capitalisation boursière de notre société en commandite au 30 septembre 2024, majorée de nos parts privilégiées et du montant net de nos emprunts généraux avec recours.

Un élément indissociable de la stratégie de notre société en commandite consiste à participer avec des investisseurs institutionnels à des fonds privés liés aux infrastructures dont Brookfield est le promoteur, lesquels visent des acquisitions correspondant au profil de Brookfield Infrastructure. Dans le cours normal des activités, notre société en commandite a pris des engagements envers des fonds privés liés aux infrastructures dont Brookfield est le promoteur afin de participer à ces acquisitions cibles dans l'avenir lorsqu'elles seront identifiées, le cas échéant.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Stratégie de couverture du risque de change

Dans la mesure où nous croyons que cela s'avère intéressant sur le plan économique, notre stratégie consiste à couvrir une partie de nos placements en titres de capitaux propres ou de nos flux de trésorerie exposés au risque de change dans le cadre de nos activités. Les principes clés suivants constituent le fondement de notre stratégie de couverture du risque de change :

- Nous tirons parti de toute couverture naturelle qu'il pourrait y avoir au sein de nos activités.
- Dans la mesure du possible, nous finançons nos activités par des emprunts en monnaies locales.
- Nous pouvons recourir à des contrats dérivés dans la mesure où les couvertures naturelles ne sont pas suffisantes.

Le tableau qui suit présente la partie couverte de notre placement en devises au 30 septembre 2024. Les soldes ajustés des placements en titres de capitaux propres reflètent la valeur comptable de nos actifs au 30 septembre 2024, qui comporte certaines limites pour l'évaluation de notre position de couverture. Plus important encore, toutes les immobilisations incorporelles et les occasions de croissance ne sont pas admissibles à une réévaluation. Par conséquent, la valeur comptable est inférieure à la juste valeur, comme l'illustre le tableau qui suit.

EN M\$ US	Couvertures de change							
	USD ¹	GBP	EUR	AUD	BRL	CAD ²	INR	Autres
Placement en titres de capitaux propres, montant brut – \$ US	4 115 \$	2 470 \$	1 866 \$	1 681 \$	1 077 \$	851 \$	431 \$	285 \$
Éléments généraux – \$ US ³	(3 523)	—	—	—	—	—	—	—
Placement en titres de capitaux propres – \$ US	592	2 470	1 866	1 681	1 077	851	431	285
Contrats de change – \$ US	6 108	(1 341)	(1 866)	(1 241)	(331)	(851)	(431)	(47)
Position nette non couverte	6 700 \$	1 129 \$	— \$	440 \$	746 \$	— \$	— \$	238 \$
Pourcentage des placements en titres de capitaux propres couverts	s.o.	54 %	100 %	74 %	31 %	100 %	100 %	16 %

1. Le montant net du placement en titres de capitaux propres en dollars américains exclut des parts privilégiées de 389 M\$ et des billets subordonnés perpétuels de 293 M\$.

2. Le montant net du placement en titres de capitaux propres en dollars canadiens exclut des parts privilégiées et des actions privilégiées de 601 M\$.

3. Comprend les billets à moyen terme, les billets subordonnés, les émissions de papier commercial, le dépôt de notre société mère et le fonds de roulement au niveau de la société en commandite.

Au 30 septembre 2024, 72 % de notre placement net en titres de capitaux propres était en dollars américains, notre monnaie fonctionnelle. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, nous avons comptabilisé des pertes dans le résultat global de 167 M\$ (30 septembre 2023 – profits de 167 M\$) relativement à ces contrats de change.

RÉINVESTISSEMENT DES CAPITAUX

Nous finançons nos investissements de croissance par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, ainsi que par une dette sans recours qui atteint les seuils en matière de couverture et de clauses restrictives permettant d'obtenir une notation de première qualité. De cette façon, nous pouvons nous assurer que nos placements disposent de structures du capital stables qui sont soutenues par une quantité importante de capitaux propres et que les flux de trésorerie en ce qui concerne l'actif peuvent être versés librement à la société en commandite. Cette stratégie est également à la base de nos notations de première qualité.

Pour financer des projets d'aménagement et des acquisitions de grande envergure, nous évaluons diverses sources de capitaux, y compris le produit de la vente d'entreprises arrivées à maturité, en plus de mobiliser des fonds sur les marchés boursiers au moyen d'émissions de titres de capitaux propres, de titres d'emprunt et d'actions privilégiées. En outre, la société en commandite possède des facilités de crédit renouvelables engagées de plus de 2 G\$ qui peuvent être utilisées aux fins des placements et des acquisitions, ainsi que pour financer la composante capitaux propres des initiatives de croissance interne. Ces facilités ne sont pas une source permanente de capitaux : elles visent plutôt à satisfaire des besoins provisoires en attendant une stratégie de financement à long terme, et c'est ainsi qu'elles ont été utilisées par le passé.

En matière de gestion de la trésorerie, la société en commandite gère ses réserves de façon à réduire au minimum l'incidence du change et les frais administratifs, et à améliorer notre capacité d'obtenir du financement par emprunt au niveau de l'actif. Même si les capitaux sont principalement mobilisés au niveau de la société en commandite pour financer la composante capitaux propres des investissements de croissance interne, le financement réel des projets peut être obtenu en injectant de la trésorerie dans les filiales ou en ayant recours aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation conservés par l'entreprise. Fait important à noter, le transfert physique de la trésorerie n'a aucune incidence sur la capacité de Brookfield Infrastructure à financer les dépenses d'investissement ou à verser des distributions.

POLITIQUE DE DISTRIBUTION

Nos distributions s'appuient sur des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation stables et issus d'activités contractuelles et hautement réglementées. L'objectif de notre société en commandite est de verser des distributions durables. La cible du ratio de distribution de notre société en commandite se situe entre 60 % et 70 % des FTO. Lorsque nous déterminons ce que nous considérons comme un ratio de distribution prudent, nous conservons généralement une tranche d'environ 15 % à 20 % des FTO qui servira à financer la composante capitaux propres de nos investissements de croissance récurrents.

Le tableau qui suit présente les ratios de distribution de la société en commandite.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Bénéfice net attribuable à la société en commandite ¹	(52) \$	104 \$	126 \$	505 \$
FTO	599	560	1 822	1 666
FTOA	432	445	1 384	1 327
Distributions ²	411	377	1 233	1 130
Ratio de distribution des FTO ³	69 %	67 %	68 %	68 %
Ratio de distribution des FTOA ⁴	95 %	85 %	89 %	85 %

1. Comprend le bénéfice net attribuable aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC.

2. Comprend les distributions de la société en commandite, les distributions de la société en commandite aux porteurs de parts privilégiées et les distributions aux porteurs de billets subordonnés perpétuels.

3. Le ratio de distribution des FTO est défini comme les distributions (y compris les distributions incitatives du commandité, les distributions sur parts privilégiées et les intérêts sur les billets perpétuels classés dans les capitaux propres) divisées par les FTO.

4. Le ratio de distribution des FTOA est défini comme les distributions (y compris les distributions incitatives du commandité, les distributions sur parts privilégiées et les intérêts sur les billets perpétuels classés dans les capitaux propres) divisées par les FTOA.

La distribution annuelle de la société en commandite est passée en revue par le conseil d'administration au premier trimestre de chaque exercice, en tenant compte des facteurs suivants :

- les résultats de l'exercice précédent ainsi que le budget de l'exercice à venir et le plan d'affaires quinquennal en fonction de la quote-part de la société en commandite des FTO générés par nos actifs;
- les liquidités à l'échelle du groupe et la capacité de la société en commandite à financer les dépenses d'investissement engagées.

INFORMATION FINANCIÈRE SUPPLÉMENTAIRE

L'information qui suit est présentée conformément à la règle 13-01 du règlement S-X à l'égard des titres d'emprunt émis par Brookfield Infrastructure Finance ULC (« Alberta Finco ») et BIP Bermuda Holdings I Limited (« Bermuda Holdco »), qui sont garantis entièrement et sans condition, sur une base subordonnée, par notre société en commandite. En outre, la société de portefeuille SEC, Bermuda Holdco (dans le cas des titres d'emprunt émis par Alberta Finco), Alberta Finco (dans le cas des titres d'emprunt émis par Bermuda Holdco), Brookfield Infrastructure Holdings (Canada) Inc. (« Can Holdco »), Brookfield Infrastructure US Holdings I Corporation (« US Holdco ») et BIPC Holdings Inc. (« BIPC Holdings ») (collectivement, avec notre société en commandite, le « groupe des garants A ») ont également garanti le paiement du capital, de la prime (le cas échéant) et des intérêts ainsi que de certains autres montants aux termes de certaines séries de titres d'emprunt de premier rang ou de rang subordonné émis par Alberta Finco (y compris les billets d'Alberta Finco de 2021 [définis ci-après]) ou Bermuda Holdco (y compris les billets subordonnés perpétuels [définis ci-après]), selon le cas. Pris individuellement, la société de portefeuille SEC, Bermuda Holdco (dans le cas des titres d'emprunt émis par Alberta Finco), Alberta Finco (dans le cas des titres d'emprunt émis par Bermuda Holdco), Can Holdco, Brookfield Infrastructure LLC (« BI LLC ») et BIPC Holdings (collectivement, avec notre société en commandite, le « groupe des garants B ») ont garanti ou peuvent garantir dans l'avenir le paiement du capital, de la prime (le cas échéant) et des intérêts ainsi que de certains autres montants aux termes de certaines séries de titres d'emprunt de premier rang ou de rang subordonné émis de temps à autre par Alberta Finco (y compris les billets d'Alberta Finco de 2024 [définis ci-après]) et Bermuda Holdco, selon le cas.

Sociétés financières et groupe des garants A

Les tableaux suivants présentent un résumé de l'information financière des catégories d'entités suivantes :

- Alberta Finco et Bermuda Holdco (conjointement, les « sociétés financières »);
- le groupe des garants A (y compris notre société en commandite).

Aux fins des tableaux ci-dessous, la mention « sociétés financières et garants » fait référence à chacune des catégories d'entités identifiées ci-dessus, sans en faire double emploi.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024 EN M\$ US	État du résultat net		
	Sociétés financières et garants	Transactions avec des filiales non garantes	Transactions avec d'autres parties liées
Produits ¹	— \$	— \$	— \$
Marge brute	—	—	—
Autres produits ²	881	881	—
Bénéfice net	662	875	(213)
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023			
Produits ¹	— \$	— \$	— \$
Marge brute	—	—	—
Autres produits ²	2 275	2 275	—
Bénéfice net	1 966	2 266	(300)

1. Le total des produits de notre société en commandite et ses filiales contrôlées s'est chiffré à 15 595 M\$ et à 17 931 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024 et l'exercice clos le 31 décembre 2023, respectivement.
2. Les autres produits comprennent les dividendes et les produits d'intérêts.

Au 30 septembre 2024 EN M\$ US	État de la situation financière		
	Sociétés financières et garants	Montants à recevoir des (à payer aux) filiales non garantes	Montants à recevoir des (à payer aux) autres parties liées
Actifs courants	1 988 \$	1 988 \$	— \$
Total de l'actif ¹	3 981	3 981	—
Passifs courants	7 909	7 822	87
Total du passif	8 322	8 215	107
Au 31 décembre 2023			
Actifs courants	598 \$	598 \$	— \$
Total de l'actif ¹	2 992	2 992	—
Passifs courants	6 304	6 224	80
Total du passif	6 635	6 535	100

1. Le total de l'actif de notre société en commandite et ses filiales contrôlées se chiffrait à 105 244 M\$ et à 100 784 M\$ au 30 septembre 2024 et au 31 décembre 2023, respectivement.

Sociétés financières et groupe des garants B

Les tableaux suivants présentent un résumé de l'information financière des catégories d'entités suivantes :

- les sociétés financières;
- le groupe des garants B (y compris notre société en commandite).

Aux fins des tableaux ci-dessous, la mention « sociétés financières et garants » fait référence à chacune des catégories d'entités identifiées ci-dessus, sans en faire double emploi.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024 EN M\$ US	État du résultat net		
	Sociétés financières et garants	Transactions avec des filiales non garantes	Transactions avec d'autres parties liées
Produits ¹	— \$	— \$	— \$
Marge brute	—	—	—
Autres produits ²	634	634	—
Bénéfice net	443	624	(181)
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023			
Produits ¹	— \$	— \$	— \$
Marge brute	—	—	—
Autres produits ²	1 751	1 751	—
Bénéfice net	1 489	1 744	(255)

1. Le total des produits de notre société en commandite et ses filiales contrôlées s'est chiffré à 15 595 M\$ et à 17 931 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024 et l'exercice clos le 31 décembre 2023, respectivement.
2. Les autres produits comprennent les dividendes et les produits d'intérêts.

Au 30 septembre 2024 EN M\$ US	État de la situation financière		
	Sociétés financières et garants	Montants à recevoir des (à payer aux) filiales non garantes	Montants à recevoir des (à payer aux) autres parties liées
Actifs courants	2 240 \$	2 240 \$	— \$
Total de l'actif ¹	4 404	4 404	—
Passifs courants	7 747	7 673	74
Total du passif	8 364	8 275	89
Au 31 décembre 2023			
Actifs courants	609 \$	609 \$	— \$
Total de l'actif ¹	3 593	3 593	—
Passifs courants	6 524	6 455	69
Total du passif	6 696	6 612	84

1. Le total de l'actif de notre société en commandite et ses filiales contrôlées se chiffrait à 105 244 M\$ et à 100 784 M\$ au 30 septembre 2024 et au 31 décembre 2023, respectivement.

Alberta Finco

Alberta Finco est une filiale indirecte entièrement détenue de notre société en commandite constituée en société par actions en vertu de la Business Corporations Act (Alberta) le 22 mai 2012. En mai 2021, Alberta Finco a émis des billets subordonnés échéant en 2081 à un taux fixe de 5,000 % par année d'une valeur de 250 M\$ (les « billets d'Alberta Finco de 2021 »), qui arriveront à échéance le 24 mai 2081. Les billets d'Alberta Finco de 2021 ont été émis en vertu du premier acte de fiducie supplémentaire, daté du 24 mai 2021, à l'acte de fiducie, daté du 24 mai 2021, intervenu entre Alberta Finco, notre société en commandite, le groupe des garants A (autres qu'Alberta Finco) ainsi que Computershare Trust Company, N.A. et Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaires (dans sa version complétée par le premier acte de fiducie supplémentaire, l'« acte de fiducie d'Alberta Finco »). Les billets d'Alberta Finco de 2021 permettent le report des intérêts au gré d'Alberta Finco; toutefois, si Alberta Finco a reporté les intérêts alors prévus en vertu de l'acte de fiducie d'Alberta Finco, notre société en commandite se voit imposer des restrictions relatives au paiement de distributions sur nos parts ou nos parts privilégiées ou au rachat, à l'achat ou à toute autre forme de retrait de nos parts ou de nos parts privilégiées, et des restrictions relatives au paiement des intérêts sur certaines dettes. Les billets d'Alberta Finco de 2021 sont remboursables au gré d'Alberta Finco à compter du 24 mai 2026. Les billets d'Alberta Finco sont également remboursables dans certaines circonstances liées aux notations et à l'impôt. Une tranche du produit des billets d'Alberta Finco de 2021 a servi au rachat de nos parts privilégiées de série 5 le 30 septembre 2021, et le reste a servi aux fins générales de la société en commandite. Les billets d'Alberta Finco de 2021 sont garantis entièrement et sans condition, sur une base subordonnée, par notre société en commandite et sont également garantis par le groupe des garants A (autres qu'Alberta Finco). Les billets d'Alberta Finco de 2021, y compris les intérêts courus et impayés connexes, seront échangés automatiquement, sans le consentement ni l'intervention des porteurs, contre des parts privilégiées de catégorie A, série 15, lorsque surviendront certains événements liés à une faillite.

En mai 2024, Alberta Finco a émis des billets subordonnés échéant en 2084 à un taux fixe de 7,250 % par année d'une valeur de 150 M\$ (les « billets d'Alberta Finco de 2024 »), qui arriveront à échéance le 31 mai 2084. En juin 2024, Alberta Finco a procédé à une nouvelle émission de billets d'Alberta Finco de 2024 d'un montant de 8 M\$. Les billets d'Alberta Finco de 2024 ont été émis en vertu du deuxième acte de fiducie supplémentaire, daté du 31 mai 2024, à l'acte de fiducie d'Alberta Finco. Les billets d'Alberta Finco de 2024 permettent le report des intérêts au gré d'Alberta Finco; toutefois, si Alberta Finco a reporté les intérêts alors prévus en vertu de l'acte de fiducie d'Alberta Finco, notre société en commandite se voit imposer des restrictions relatives au paiement de distributions sur nos parts ou nos parts privilégiées ou au rachat, à l'achat ou à toute autre forme de retrait de nos parts ou de nos parts privilégiées, et des restrictions relatives au paiement des intérêts sur certaines dettes. Les billets d'Alberta Finco de 2024 sont remboursables au gré d'Alberta Finco à compter du 31 mai 2029. Les billets d'Alberta Finco de 2024 sont également remboursables dans certaines circonstances liées aux notations et à l'impôt. Les billets d'Alberta Finco de 2024 sont garantis entièrement et sans condition, sur une base subordonnée, par notre société en commandite et sont également garantis par le groupe des garants B (autres qu'Alberta Finco). Les billets d'Alberta Finco de 2024, y compris les intérêts courus et impayés connexes, seront échangés automatiquement, sans le consentement ni l'intervention des porteurs, contre des parts privilégiées de catégorie A, série 16, lorsque surviendront certains événements liés à une faillite.

Bermuda Holdco

Bermuda Holdco est une filiale indirecte entièrement détenue de notre société en commandite constituée en société par actions en vertu de la Companies Act 1981 des Bermudes le 9 novembre 2007. En janvier 2022, Bermuda Holdco a émis des billets subordonnés perpétuels à un taux fixe de 5,125 % par année d'une valeur de 300 M\$ (les « billets subordonnés perpétuels »). Les billets subordonnés perpétuels ont été émis en vertu du premier acte de fiducie supplémentaire, daté du 21 janvier 2022, à l'acte de fiducie, daté du 21 janvier 2022, intervenu entre Bermuda Holdco, notre société en commandite, le groupe des garants A (autres que Bermuda Holdco) ainsi que Computershare Trust Company, N.A. et Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaires (dans sa version complétée par le premier acte de fiducie supplémentaire, l'« acte de fiducie de Bermuda Holdco »). Les billets subordonnés perpétuels permettent le report des intérêts au gré de Bermuda Holdco; toutefois, si Bermuda Holdco a reporté les intérêts alors prévus en vertu de l'acte de fiducie de Bermuda Holdco : i) les intérêts ainsi reportés deviennent exigibles et payables à la date à laquelle Bermuda Holdco déclare des distributions sur les actions ordinaires ou les actions privilégiées de Bermuda Holdco; et ii) notre société en commandite se voit imposer des restrictions relatives au paiement de distributions sur nos parts ou nos parts privilégiées et au rachat, à l'achat ou à toute autre forme de retrait de nos parts ou de nos parts privilégiées, et elle ne peut payer les intérêts sur certaines dettes. Les billets subordonnés perpétuels sont remboursables au gré de Bermuda Holdco à compter du 21 janvier 2027. Les billets subordonnés perpétuels sont également remboursables dans certaines circonstances liées aux notations et à l'impôt. Une tranche du produit des billets subordonnés perpétuels a servi au rachat de nos parts privilégiées de série 7 le 31 mars 2022, et le reste a servi aux fins du fonds de roulement. Les billets subordonnés perpétuels sont garantis entièrement et sans condition, sur une base subordonnée, par notre société en commandite et sont également garantis par le groupe des garants A (autres que Bermuda Holdco).

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

En raison de la nature capitalistique des actifs de notre société en commandite, des dépenses d'investissement continues sont nécessaires aux fins des entrées, des améliorations ainsi que de l'entretien et des réparations sur la durée du cycle de vie des immobilisations de production liées à nos activités. Notre société en commandite passe en revue toutes les dépenses d'investissement et les classe dans l'une des deux catégories suivantes :

- i) Investissements de croissance : dépenses appuyées par des produits additionnels qui amélioreront le rendement de notre société en commandite. Ces projets peuvent être inclus dans la base tarifaire de notre secteur des services publics ou visent à accroître la capacité en vue d'élargir nos réseaux d'infrastructures existants au sein de nos secteurs du transport, du secteur médian et des données.
- ii) Investissements de maintien : dépenses nécessaires pour maintenir l'état d'exploitation actuel et la fiabilité du système, tout en assurant le respect des exigences en matière de réglementation et de sécurité.

Nous gérons des processus d'examen et d'approbation distincts pour chacune des deux catégories de dépenses d'investissement. Les investissements de croissance sont financés de façon distincte et ils doivent atteindre le seuil de rendement des capitaux propres après impôt de 12 % à 15 % fixé par notre société en commandite. Les projets qui respectent ce seuil de rendement sont présentés au comité responsable des dépenses d'investissement, qui se compose de membres de la haute direction du commandité de notre société en commandite. Le comité examine les plans proposés en matière de projets en tenant compte des rendements cibles et des plans de financement, en plus d'analyser les divers risques liés à l'exécution de ces projets. Une fois qu'un projet reçoit l'approbation du comité responsable des dépenses d'investissement, il est habituellement ajouté au carnet de commandes.

Les investissements de maintien sont régis par un processus différent, quoique tout aussi rigoureux, puisque l'incapacité de procéder aux investissements nécessaires pour maintenir nos activités pourrait nuire à la capacité de nos entreprises de servir nos clients ou de poursuivre les activités. D'abord, l'équipe responsable de l'exploitation d'une entreprise donnée effectue un examen détaillé de tous les investissements de maintien prévus et proposés dans le cadre du processus annuel d'établissement du budget. Ces plans sont passés en revue dans le contexte de la stratégie de l'entreprise en matière d'investissements de maintien, laquelle est établie avec notre société en commandite au moment de l'acquisition, et ils tiennent compte des facteurs de performance, qui comprennent la santé et la sécurité du public et des travailleurs, la conformité en matière de réglementation et d'environnement ainsi que l'intégrité et la fiabilité du système. Les projets d'investissements de maintien approuvés au niveau de l'actif sont par la suite présentés aux équipes de gestion des actifs communs de notre société en commandite, qui sont responsables de superviser les activités de la société en commandite et qui ont une grande expérience en matière de gestion d'actifs liés aux services publics, au transport, au secteur médian et aux données. Dans le cadre d'un processus itératif mené auprès des membres de la haute direction responsables de l'exploitation des sociétés, le plan est peaufiné au moyen d'un examen exhaustif qui comprend le classement par ordre de priorité des projets non discrétionnaires et une comparaison avec les références dans le secteur. Une fois qu'ils sont approuvés, les plans en matière d'investissements de maintien sont intégrés aux plans d'affaires annuel et quinquennal présentés à la haute direction de notre société en commandite. Après l'approbation de cette dernière, les plans sont exécutés au cours de l'exercice suivant, et les équipes responsables de l'exploitation et de la gestion d'actifs surveillent étroitement les résultats obtenus par rapport aux plans.

En plus des divers niveaux d'examen interne, notre société en commandite retient chaque année les services d'un cabinet d'ingénierie réputé et reconnu à l'échelle mondiale pour effectuer un examen indépendant de son approche globale en matière d'investissements de maintien et de son programme de dépenses d'investissement détaillé. Chaque année, le cabinet d'ingénierie passera en revue une partie du portefeuille, et il étudiera l'ensemble des actifs en alternance. Pour chaque actif examiné au cours d'une année donnée, le cabinet d'ingénierie comparera les dépenses historiques et prévues aux normes dans le secteur, aux exigences réglementaires et à d'autres données de comparaison et déterminera si le programme d'investissements de maintien est raisonnable en fonction de la nature de l'entreprise ainsi que de l'âge et de la condition des actifs. Nous avons également retenu les services d'un cabinet comptable pour passer en revue les conclusions du rapport fourni par le cabinet d'ingénierie et évaluer les activités de contrôle entourant notre processus d'établissement des fourchettes d'investissements de maintien annuels de chacun des secteurs. Les résultats des missions confirment que nos fourchettes établies en matière d'investissements de maintien annuels sont raisonnables et cadrent avec les normes du secteur pour des actifs de nature semblable.

Le tableau qui suit détaille les investissements de croissance par secteur opérationnel.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Investissements de croissance par secteur				
Services publics	125 \$	142 \$	354 \$	415 \$
Transport	89	70	252	199
Secteur médian	32	22	106	76
Données	297	281	899	602
	543 \$	515 \$	1 611 \$	1 292 \$

Les investissements de croissance se sont chiffrés à 543 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, comparativement à 515 M\$ pour la période correspondante de 2023. Les investissements de croissance ont augmenté principalement dans notre secteur des données en raison des progrès dans la construction des fonderies de fabrication de semi-conducteurs aux États-Unis et de l'acquisition de plateformes de centres de données à très grande échelle principalement en Europe et aux États-Unis.

Le tableau qui suit détaille les investissements de maintien par secteur opérationnel.

EN M\$ US	Investissements réels					
	Investissements de maintien continus estimatifs annuels		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	Plancher	Plafond	2024	2023	2024	2023
Investissements de maintien par secteur						
Services publics	80 \$	95 \$	20 \$	19 \$	56 \$	64 \$
Transport	280	300	99	46	245	133
Secteur médian	135	150	40	45	117	118
Données	30	40	8	5	20	24
	525 \$	585 \$	167 \$	115 \$	438 \$	339 \$

Les investissements de maintien se sont chiffrés à 167 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, ce qui représente une hausse de 52 M\$ par rapport à la période correspondante de 2023. Après la clôture des nouveaux investissements et des ventes d'actifs, nous estimons que nos investissements de maintien annuels se situeront entre 525 M\$ et 585 M\$, soit entre 80 M\$ et 95 M\$ pour les services publics, entre 280 M\$ et 300 M\$ pour le transport, entre 135 M\$ et 150 M\$ pour le secteur médian, et entre 30 M\$ et 40 M\$ pour les données. Les investissements de maintien de notre secteur du transport ont augmenté en raison du calendrier de remplacement de la flotte de notre entreprise de logistique intermodale mondiale. Au 30 septembre 2024, nos investissements de maintien se situaient dans notre fourchette estimative. Notre société en commandite se fonde sur les données du secteur et les données de comparaison fournies par un cabinet d'ingénierie mondial pour déterminer les fourchettes d'investissements de maintien appropriées, tel qu'il est expliqué ci-dessus.

ESTIMATIONS RELATIVES AUX AMORTISSEMENTS ET AU REMBOURSEMENT DE CAPITAL

Pour déterminer la juste valeur, la durée d'utilité et la valeur résiduelle des placements dans des infrastructures essentielles à long terme, certains jugements et estimations sont formulés. Par conséquent, les amortissements de notre société en commandite ne sont pas directement comparables au niveau de capital nécessaire pour maintenir l'intégrité et la sécurité de nos actifs physiques et leur profil de flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. L'utilisation de l'amortissement comptable de notre société en commandite comme indicateur des exigences annuelles en matière d'investissements de maintien comporte les trois limites distinctes suivantes :

- i) La société en commandite a choisi de réévaluer les immobilisations corporelles chaque année en vertu des normes IFRS. Chaque année, nous évaluons la juste valeur de nos immobilisations corporelles en examinant les flux de trésorerie actualisés que nous prévoyons recevoir de l'entreprise sous-jacente. Les profits de réévaluation que nous avons comptabilisés reflètent notre capacité à augmenter les flux de trésorerie générés par ces entreprises, le réinvestissement des flux de trésorerie dans des investissements de maintien et des projets de croissance interne relatifs ainsi que la demande croissante des investisseurs institutionnels à l'égard d'investissements matures comportant un faible niveau de risque. Bien que les profits de réévaluation correspondent à l'augmentation de la valeur pour nos actionnaires, ils se traduisent également par une hausse de la dotation à l'amortissement, car nous amortissons une valeur de l'actif plus élevée sur la même durée d'utilité estimative. Toutefois, cette augmentation de l'amortissement présenté ne correspond souvent pas à une augmentation du coût de maintien de l'actif physique. Nous estimons que les profits de réévaluation à eux seuls se traduisent par une augmentation de près de 25 % de l'amortissement présenté au cours des trois derniers exercices.
- ii) En raison de la nature de nos placements, historiquement, une importante partie de nos répartitions du prix d'achat est attribuée aux immobilisations corporelles. Cette répartition a une incidence similaire sur l'approche en matière de réévaluation en ce sens qu'elle augmente la dotation à l'amortissement au cours de notre période de détention. Notre acquisition du grand exploitant indépendant de tours de télécommunications en France constitue un exemple récent de cette incidence. L'entreprise génère des flux de trésorerie stables liés à l'inflation fondés sur des contrats à long terme conclus avec ses clients. Aux fins de la répartition du prix d'achat, nous avons utilisé un modèle interne des flux de trésorerie actualisés pour répartir la contrepartie versée aux immobilisations corporelles (les tours physiques) et aux immobilisations incorporelles (les relations clients à long terme avec nos locataires). Un goodwill limité avait été attribué à cette entreprise et, par conséquent, la valeur comptable des immobilisations corporelles excédait de loin le coût de base précédemment amorti par le vendeur. Par conséquent, la dotation à l'amortissement annuelle que nous comptabilisons est considérablement plus élevée que celle qui aurait été comptabilisée par le vendeur. Comme pour le premier point, les flux de trésorerie qui devraient être générés par le placement donnent lieu à une prime par rapport au coût de remplacement physique, ce qui exacerbe encore le décalage entre l'amortissement comptable et le coût réel de maintien de ces actifs. Aujourd'hui, nous estimons que près de 30 % de la quote-part de notre société en commandite de la dotation aux amortissements découle de la méthode de répartition du prix d'achat initial, principalement entre les catégories d'actifs amortissables.

- iii) L'amortissement sur la durée d'utilité comptable ne reflète pas toujours les investissements de maintien annuels, car bon nombre de nos actifs d'infrastructure ont des exigences d'entretien très minimales. À titre d'exemple, notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni, le plus important fournisseur indépendant de raccordements au gaz et à l'électricité du dernier kilomètre au pays, compte aujourd'hui plus de deux millions de raccordements multiservices en place. En vertu des normes comptables que nous avons adoptées (les normes IFRS), nous devons amortir le réseau sur une période pouvant aller jusqu'à 60 ans. Cependant, nos actifs réseau, qui consistent principalement en des tuyaux presque indestructibles installés plusieurs pieds sous terre, exigent un entretien minime.

Certaines de nos participations dans les secteurs des services publics et du transport sont détenues et exploitées en vertu de concessions, ce qui pourrait également faire en sorte que les amortissements soient supérieurs aux exigences en matière de maintien. Les actifs d'infrastructures essentielles sont souvent détenus par l'intermédiaire d'ententes qui accordent au concessionnaire le droit d'exploiter le placement pour une période déterminée. Cette façon de faire est courante dans certaines catégories d'actifs, comme les autoroutes à péage, où les actifs sont transférés à l'organisme de réglementation à la fin de la période visée. Les plus importants placements fondés sur des concessions de notre société en commandite sont ceux dans nos entreprises de routes à péage. Ces concessions visent une partie de la durée d'utilité de l'actif et, par conséquent, les investissements de maintien annuels sur la durée d'une concession peuvent être inférieurs à ceux requis sur l'ensemble de la durée d'utilité (par exemple, les routes à péage pourraient durer jusqu'à 100 ans, mais les périodes de concession peuvent varier de 20 à 40 ans).

Contrairement aux nombreuses franchises perpétuelles que nous détenons, les flux de trésorerie au cours d'une période de placement liée à une entente de concession comprendront le remboursement du capital investi. Par conséquent, nous sommes d'avis que les investisseurs devraient comprendre quelle tranche de nos flux de trésorerie correspond, selon notre estimation, à un remboursement de capital. Notre société en commandite effectue une estimation des remboursements de capital en examinant le profil des flux de trésorerie sur la durée d'utilité économique des entreprises à durée de vie limitée, tel qu'il a été conclu, et en estimant le pourcentage des flux de trésorerie générés au cours d'un exercice donné. Ce pourcentage est ensuite appliqué à notre capital investi afin de déterminer le montant du capital qui, à notre avis, a été remboursé au cours de l'exercice considéré.

Le tableau suivant présente un sommaire des estimations du remboursement de capital pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 30 septembre 2024 et le 30 septembre 2023.

EN MS US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Remboursement de capital¹	(30) \$	(29) \$	(91) \$	(89) \$

1. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » pour plus d'information. Le remboursement de capital est utilisé dans le calcul du rendement du capital investi, une mesure non conforme aux normes IFRS.

Bien qu'il soit utile de le faire pour comprendre la performance opérationnelle de nos entreprises, nous sommes d'avis qu'il n'est pas approprié de réduire nos flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour tenir compte du remboursement de capital afin d'établir une estimation différente des capacités de production de flux de trésorerie à long terme de notre société en commandite. Une telle estimation ne tiendrait pas compte des variations de la valeur de l'entreprise découlant de nos initiatives stratégiques. Lors de l'acquisition de ces droits de concession, nous veillons à réunir ces actifs sous la gouverne d'une équipe de direction chevronnée et d'une plateforme axée sur la croissance. À mesure que les accords de concession deviennent transférables, nous prévoyons monétiser ces placements dans le cadre de nos initiatives plus générales de réinvestissement du capital, comme nous l'avons fait récemment pour notre entreprise de routes à péage au Chili. Nous avons acquis cette entreprise fondée sur des concessions pour un montant de 340 M\$ en 2011 et en 2012. Grâce au réinvestissement des flux de trésorerie, à une structure du capital stable et à la mise en place d'une solide équipe de direction, nous avons pu vendre cette entreprise pour un produit net après impôt d'environ 700 M\$ pour BIP dans le cadre de trois transactions distinctes, bien qu'il reste neuf ans de moins sur la durée de la concession. La vente de l'actif s'est traduite par un TRI de 16 %. Même si nous attribuons une portion des flux de trésorerie au remboursement de capital, la valeur de nos actifs visés par des concessions à durée d'utilité déterminée ne diminue pas nécessairement au fil du temps, ce qui s'explique notamment par le fait que, compte tenu de la force des équipes de direction et de l'augmentation globale du PIB qui nécessite une plus grande infrastructure, la possibilité d'acquérir de nouveaux actifs ou d'élargir nos activités existantes revêt une certaine valeur. Dans le cas de notre entreprise de routes à péage au Chili, nous avons réalisé un produit bien supérieur au capital investi.

Pour améliorer la comparabilité de nos états financiers et des mesures non conformes aux normes IFRS, nous encourageons les investisseurs à tenir compte des fourchettes d'investissements de maintien et des estimations du remboursement de capital comprises dans les informations que nous présentons. Combinées à nos mesures conformes et non conformes aux normes IFRS, ces informations fourniront aux utilisateurs un portrait exhaustif de notre performance opérationnelle au fil du temps.

EXAMEN DES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau suivant présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ¹	1 194 \$	1 100 \$	3 092 \$	2 587 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(2 309)	(6 134)	(5 655)	(11 827)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	1 370	5 023	2 351	9 245

1. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de notre société en commandite comprennent une réduction de la trésorerie relative à l'incidence des créances résultant de contrats de location-financement conclus par notre entreprise d'infrastructure résidentielle en Amérique du Nord. L'entreprise présente dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation des sorties relatives au coût des stocks et, compte tenu du fait que les contrats sont titrisés depuis 2019, les sorties de trésorerie correspondantes sont contrebalancées par les augmentations des emprunts sans recours inscrites dans les activités de financement dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Ce tableau tient compte des activités au sein de nos activités consolidées et, par conséquent, exclut les activités des entités non consolidées.

Trimestres clos les 30 septembre 2024 et 2023

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 1,2 G\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, soit une hausse par rapport à la période correspondante de 2023, en raison des apports des récentes acquisitions et de la croissance interne dans tous nos secteurs.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 2,3 G\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 6,1 G\$ pour la période correspondante de 2023. Les résultats de la période considérée tiennent compte de l'incidence de l'acquisition d'une entreprise de tours de télécommunications en Inde pour environ 1,7 G\$ et du capital net d'environ 0,6 G\$ investi dans des actifs financiers et des actifs à long terme. Les résultats de la période antérieure comprenaient la contrepartie versée d'environ 6,0 G\$ pour les acquisitions d'un réseau de conteneurs intermodaux à l'échelle mondiale et d'une plateforme de centres de données à très grande échelle en Europe, ainsi qu'un capital net de 0,5 G\$ investi dans des actifs financiers et des actifs à long terme, facteurs partiellement contrebalancés par le produit de 0,4 G\$ de la cession de notre entreprise de services publics réglementés en Australie.

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont totalisé 1,4 G\$, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 5,0 G\$ pour la période correspondante de 2023. Les résultats de la période considérée comprennent le produit net des emprunts de 2,3 G\$, qui a été partiellement contrebalancé par le capital net de 0,1 G\$ fourni aux détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle, par les distributions aux porteurs de parts de 0,4 G\$ et par les autres activités de financement de 0,4 G\$. Les résultats de la période antérieure comprenaient le capital net fourni par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle de 4,5 G\$ et le produit net des emprunts de 1,4 G\$, facteurs qui ont été partiellement contrebalancés par les distributions aux porteurs de parts de 0,4 G\$ et les autres activités de financement de 0,5 G\$.

CAPITAUX PROPRES

Le tableau suivant présente le nombre total de parts de société en commandite de la société de portefeuille SEC en circulation.

	Au 30 septembre 2024	Au 31 décembre 2023
Parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield	190 299 956	190 299 956
Parts de commandité spécial	2 400 631	2 400 631
Parts de commandité gestionnaire	461 745 019	461 343 972
Total	654 445 606	654 044 559

Une société liée de Brookfield, en sa qualité de commandité spécial de la société de portefeuille SEC, a droit au versement de distributions incitatives fondées sur l'excédent des distributions trimestrielles sur les parts de société en commandite, les parts d'Exchange LP, les parts de société en commandite échangeables de BIPC et les actions échangeables de BIPC par rapport aux cibles convenues. Dans la mesure où les distributions sur ces titres dépassent 0,1218 \$ par part/action par trimestre, les droits liés aux distributions incitatives donnent droit au commandité spécial d'obtenir 15 % des distributions dépassant ce seuil, jusqu'à 0,1320 \$ par part/action.

Dans la mesure où les distributions sur les parts de société en commandite, les parts d'Exchange LP, les parts de société en commandite échangeables de BIPC et les actions échangeables de BIPC dépassent 0,1320 \$ par part/action, les droits liés aux distributions incitatives donnent droit au commandité spécial d'obtenir 25 % des distributions dépassant ce seuil. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, une distribution incitative de 74 M\$ et de 222 M\$ a été versée au commandité spécial (2023 – 66 M\$ et 197 M\$).

VALEUR D'ENTREPRISE

Nous définissons la valeur d'entreprise comme la capitalisation boursière de notre société en commandite majorée des parts privilégiées et de la quote-part de la société en commandite de la dette, déduction faite de la trésorerie. En plus des parts de société en commandite, la structure du capital de notre société en commandite comprend les actions échangeables de BIPC, les parts de société en commandite échangeables de BIPC, les parts de commandité et les parts de société en commandite rachetables, ainsi que les parts d'Exchange LP. Nous incluons la valeur d'entreprise comme mesure pour aider les utilisateurs à comprendre et à évaluer la structure du capital de la société en commandite.

Le tableau qui suit présente la valeur d'entreprise au 30 septembre 2024 et au 31 décembre 2023.

EN M\$ US	Au 30 septembre 2024			Au 31 décembre 2023
	BIPC ¹	Brookfield Infrastructure ²	Valeur d'entreprise consolidée	Valeur d'entreprise consolidée
Actions/parts en circulation	136,8	655,5	792,3	792,0
Prix ³	43,43 \$	35,04 \$	— \$	— \$
Capitalisation boursière	5 941	22 969	28 910	25 458
Parts privilégiées, actions privilégiées et billets subordonnés perpétuels ⁴	—	1 283	1 283	1 283
Dette nette ⁵	5 358	24 774	30 132	26 680
Valeur d'entreprise	11 299 \$	49 026 \$	60 325 \$	53 421 \$

1. Comprend les actions échangeables de BIPC et les parts de société en commandite échangeables de BIPC.

2. Comprend les parts de société en commandite, les parts de commandité et les parts de société en commandite rachetables, ainsi que les parts d'Exchange LP.

3. Le calcul de la valeur de marché de notre société en commandite repose sur le cours de clôture des actions échangeables de BIPC et de nos parts à la Bourse de New York.

4. Comprend des parts privilégiées d'un montant de 918 M\$, des actions privilégiées d'un montant de 72 M\$ et des billets subordonnés perpétuels d'un montant de 293 M\$.

5. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » ci-dessus pour un rapprochement détaillé de la dette nette de Brookfield Infrastructure et de la dette consolidée de notre société en commandite dans les états consolidés de la situation financière.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, Brookfield Infrastructure a conclu les transactions présentées ci-après avec des parties liées. La société mère immédiate de Brookfield Infrastructure est notre société en commandite. La société mère ultime de Brookfield Infrastructure est Brookfield. Les autres parties liées de Brookfield Infrastructure sont ses filiales et ses entités d'exploitation.

Tout au long de l'exercice, le commandité, en sa capacité de commandité de notre société en commandite, verse des jetons de présence dont une partie est imputée au coût à notre société en commandite conformément à notre convention de société en commandite. Un montant d'environ 1 M\$ a été engagé relativement aux jetons de présence au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024 (2023 – 1 M\$).

Depuis sa constitution, Brookfield Infrastructure a une convention de gestion (la « convention-cadre de services ») conclue avec certains fournisseurs de services (les « fournisseurs de services »), qui sont des filiales entièrement détenues de Brookfield.

En vertu de la convention-cadre de services, Brookfield Infrastructure verse chaque trimestre aux fournisseurs de services des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % par trimestre (1,25 % annuellement) de la valeur de marché de notre société en commandite. Les honoraires de gestion de base se sont chiffrés à 110 M\$ et à 293 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024 (2023 – 97 M\$ et 303 M\$). Au 30 septembre 2024, une somme de 109 M\$ était à payer aux fournisseurs de services (31 décembre 2023 – 97 M\$).

Aux fins du calcul des honoraires de gestion de base, la valeur de marché de notre société en commandite correspond au total de la valeur de l'ensemble des parts en circulation de notre société en commandite (en supposant la conversion de la totalité des parts de société en commandite rachetables de Brookfield dans la société de portefeuille SEC en parts de notre société en commandite), des parts privilégiées et des titres des autres bénéficiaires de services (tels qu'ils sont définis dans la convention-cadre de services de Brookfield Infrastructure) qui ne sont pas détenus par Brookfield Infrastructure, majoré du total de la dette impayée à l'égard d'une tierce partie, assortie d'un recours à l'endroit d'un bénéficiaire de services, déduction faite de toute la trésorerie détenue par ces entités.

Au 30 septembre 2024, Brookfield Infrastructure avait un emprunt d'environ 26 M\$ auprès d'une filiale de Brookfield (31 décembre 2023 – 35 M\$).

À l'occasion, Brookfield Infrastructure place des dépôts auprès de Brookfield, ou en reçoit de cette dernière. Au 30 septembre 2024, le solde net de nos dépôts auprès de Brookfield était de néant (31 décembre 2023 – néant), et Brookfield Infrastructure a engagé des charges d'intérêts de néant pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024 (2023 – néant). Les dépôts portent intérêt aux taux du marché.

Brookfield Infrastructure a conclu une facilité de crédit renouvelable de 1 G\$ avec Brookfield afin de fournir des liquidités additionnelles aux fins des besoins généraux de la société en commandite et des dépenses d'investissement, au besoin. Au 30 septembre 2024, il n'y avait aucun emprunt impayé (31 décembre 2023 – néant).

Au 30 septembre 2024, Brookfield Infrastructure avait des emprunts d'environ 120 M\$ à payer à des filiales et à des entreprises associées de Brookfield (31 décembre 2023 – 110 M\$) et un montant net d'environ 50 M\$ à recevoir des filiales de Brookfield (31 décembre 2023 – montant net à payer de 300 M\$).

Les filiales de Brookfield Infrastructure fournissent des services de chauffage, de refroidissement et de raccordement, des services maritimes portuaires et des services de gaz naturel selon les modalités en vigueur sur le marché dans le cours normal des activités à des filiales et à des entreprises associées de Brookfield. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, des produits d'environ 4 M\$ et 8 M\$, respectivement, ont été générés (2023 – environ 5 M\$ et 14 M\$).

Les filiales de Brookfield Infrastructure achètent de l'énergie, louent des locaux pour bureaux et ont recours aux services de construction, aux services-conseils et aux services d'ingénierie dans le cours normal des activités offerts par des filiales et des entreprises associées de Brookfield selon les modalités en vigueur sur le marché. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, des charges de 21 M\$ et de 86 M\$, respectivement, ont été engagées (2023 – 36 M\$ et 104 M\$).

En outre, au 30 septembre 2024, des filiales de Brookfield Infrastructure avaient enregistré des actifs découlant de contrats de location et des obligations locatives de 12 M\$ (31 décembre 2023 – 12 M\$) auprès d'une filiale de Brookfield.

Le 28 mars 2023, des filiales de la société en commandite ont conclu des accords de prêts parallèles avec une société liée de Brookfield pour un produit total de 500 M\$. Le 24 mai 2024, l'échéance de ces emprunts a été prolongée jusqu'au 24 mai 2029; ces emprunts portent intérêt au SOFR majoré de 210 points de base par année jusqu'au 24 mai 2026, puis porteront intérêt au SOFR majoré de 475 points de base par année jusqu'à la date d'échéance. Ces emprunts représentent des emprunts sans recours contre la société en commandite et sont présentés à titre d'emprunts sans recours dans les états consolidés de la situation financière. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, des charges d'intérêts de 8 M\$ et de 25 M\$ ont été engagées (2023 – 8 M\$ et 17 M\$).

Le 31 août 2023, la société en commandite a vendu sa participation effective de 7,9 % dans son entreprise de services publics réglementés en Australie à une société liée de Brookfield pour un produit net d'environ 435 M\$. Au moment de la cession, Brookfield Infrastructure a comptabilisé un profit à la vente d'environ 30 M\$ au poste Autres produits (charges) dans les états consolidés du résultat net, et des pertes de change cumulées de 28 M\$ ont été reclassées du cumul des autres éléments du résultat global au poste Autres produits (charges) dans les états consolidés du résultat net.

En 2016, Brookfield Infrastructure, de concert avec des investisseurs institutionnels, a acquis une participation donnant le contrôle dans notre entreprise de routes à péage au Pérou, un portefeuille de routes à péage urbaines dans la capitale, Lima. Le portefeuille de routes à péage est détenu et exploité en vertu d'accords de concession à long terme qui prévoient de solides protections contractuelles, notamment un mécanisme de règlement des différends en vertu duquel l'arbitrage doit se dérouler aux États-Unis, sous la supervision de tribunaux américains. Au cours des dernières années, notre entreprise de routes à péage au Pérou a rencontré des difficultés dans le cadre de la détention et de l'exploitation de son accord de concession, principalement en raison d'actions ou d'omissions du gouvernement, ce qui a donné lieu à de multiples procédures de litige et d'arbitrage, dont certaines sont toujours en cours. Notre société en commandite prévoit réaliser un rendement et générer un rendement du capital investi en obtenant un dédommagement au terme de ces procédures judiciaires. Par conséquent, le 10 juin 2024, la société en commandite a résilié sa convention de vote relative à son entreprise de routes à péage au Pérou, de sorte que Brookfield maintient désormais le plein contrôle sur cette dernière. Au moment de la déconsolidation, la société en commandite a évalué la juste valeur de l'entreprise de routes à péage au Pérou et a conclu que la valeur recouvrable de celle-ci était supérieure à sa valeur comptable. Au moment de la déconsolidation, la participation de la société en commandite dans son entreprise de routes à péage au Pérou a été comptabilisée à titre d'actif financier.

Après la fin du trimestre, BIPC, Brookfield Infrastructure, Brookfield Corporation et 1505109 B.C. Ltd. (la « nouvelle BIPC ») ont conclu une convention (la « convention d'arrangement ») afin de mettre en œuvre une réorganisation (l'« arrangement ») qui maintient les avantages associés à la structure d'entreprise de Brookfield Infrastructure tout en tenant compte des modifications proposées à la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) qui devraient entraîner des coûts additionnels pour BIPC si aucune mesure n'est prise. L'arrangement devrait se traduire par un report d'impôt pour la grande majorité des investisseurs, y compris les actionnaires canadiens et américains. À la conclusion de l'arrangement, les actionnaires de BIPC continueront de détenir un titre équivalent sur le plan économique qui offre les mêmes avantages économiques et les mêmes droits en matière de gouvernance que ceux associés à un placement dans Brookfield Infrastructure aujourd'hui.

En vertu de l'arrangement, entre autres, i) les porteurs d'actions échangeables de BIPC autres que Brookfield Corporation et ses filiales (les « actionnaires dans le public ») recevront une (1) nouvelle action à droit de vote subalterne échangeable du capital de la nouvelle BIPC (les « nouvelles actions échangeables ») pour chaque action échangeable de BIPC détenue; ii) les statuts de BIPC seront modifiés afin de créer des actions à droit de vote subalterne échangeables de catégorie A.1 (les « actions de catégorie A.1 ») et des actions échangeables sans droit de vote de catégorie A.2 (les « actions de catégorie A.2 »); iii) la nouvelle BIPC transférera les actions échangeables de BIPC qu'elle reçoit des actionnaires dans le public à BIPC en échange d'actions de catégorie A.1, et Brookfield Corporation et ses filiales transféreront leurs actions échangeables de BIPC à BIPC en échange d'actions de catégorie A.2; iv) les actions échangeables de BIPC seront annulées; v) la nouvelle BIPC sera renommée « Brookfield Infrastructure Corporation », et BIPC sera renommée « Brookfield Infrastructure Holdings Corporation »; et vi) les nouvelles actions échangeables seront inscrites et affichées à la cote de la Bourse de New York et de la Bourse de Toronto sous le symbole « BIPC » (le symbole actuel de BIPC).

L'arrangement demeure assujéti à l'approbation du tribunal et des actionnaires, ainsi qu'au respect de certaines autres conditions habituelles, et il devrait être conclu au quatrième trimestre de 2024.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Nous n'avons conclu aucun arrangement hors bilan qui a ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, actuellement ou dans l'avenir, pour les investisseurs, sur notre situation financière, l'évolution de notre situation financière, nos produits ou nos charges, nos résultats d'exploitation, notre situation de trésorerie, nos dépenses d'investissement ou nos ressources en capital.

Nous fournissons, au nom de nos filiales, des lettres de crédit qui comprennent, sans toutefois s'y limiter, des garanties relatives à des réserves pour le service de la dette, à des réserves au titre du capital, à l'achèvement des travaux de construction et à la performance. Au 30 septembre 2024, les lettres de crédit émises au nom de nos filiales s'élevaient à 8 M\$ (31 décembre 2023 – 8 M\$).

Dans le cours normal des activités, nous signons des conventions qui prévoient des indemnisations et qui accordent des garanties à des tiers relativement à certaines transactions, notamment des cessions ou des acquisitions d'entreprises, des projets de construction, des projets d'investissement et des ventes ou des achats d'actifs ou de services. Nous avons également convenu d'indemniser nos administrateurs et certains de nos dirigeants et employés. La nature de la presque totalité des engagements d'indemnisation ne nous permet pas d'établir une estimation raisonnable du montant maximal que nous pourrions être tenus de verser à des tiers, car bon nombre d'ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Par le passé, nous n'avons versé aucun montant important en vertu de ces conventions d'indemnisation.

Estimations comptables critiques

La préparation des états financiers exige que la direction formule des jugements, estimations et hypothèses importants qui ont des répercussions sur les montants des actifs et passifs présentés, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté des produits et des charges qu'il n'est pas facile d'établir à partir d'autres sources, durant la période de présentation de l'information financière. Ces estimations et hypothèses connexes sont fondées sur des données historiques et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont revues périodiquement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision ne touche que cette période, ou dans la période de révision et les périodes futures si la révision touche à la fois la période considérée et les périodes futures.

Les jugements et estimations importants formulés par la direction et utilisés dans le cours normal de la préparation des états financiers consolidés de notre société en commandite, que nous considérons comme critiques, sont présentés ci-dessous.

Réévaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont réévaluées périodiquement. Les estimations et hypothèses critiques qui sous-tendent l'évaluation des immobilisations corporelles sont présentées à la note 13, « Immobilisations corporelles », de nos états financiers consolidés audités au 31 décembre 2023. Les immobilisations corporelles de notre société en commandite sont évaluées à la juste valeur sur une base récurrente, et la date de prise d'effet de la réévaluation de toutes les catégories d'actifs a été fixée au 31 décembre 2023. Brookfield Infrastructure détermine la juste valeur à l'aide de la méthode par les résultats et de la méthode du coût, en tenant dûment compte des données d'entrée importantes comme le taux d'actualisation, le multiple de valeur finale, l'horizon de placement global, la durée d'utilité et le coût de remplacement.

Dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et des participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Notre société en commandite évalue la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en examinant la valeur d'utilité ou la juste valeur diminuée des coûts de sortie des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill ou l'immobilisation incorporelle a été attribué. Brookfield Infrastructure utilise les hypothèses et les estimations critiques suivantes : les circonstances ayant engendré le goodwill, le calendrier et le montant des flux de trésorerie futurs attendus de l'unité génératrice de trésorerie, les taux d'actualisation, les taux de capitalisation finaux, les dates d'évaluation finales, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles.

L'évaluation de la dépréciation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises nécessite une estimation de la valeur recouvrable de l'actif.

Les autres estimations utilisées dans la préparation des états financiers de notre société en commandite portent sur les taux d'amortissement et la durée d'utilité, les montants recouvrables liés au goodwill et aux immobilisations incorporelles, et la capacité d'utiliser les attributs fiscaux.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2024, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière (au sens donné à l'expression correspondante [internal control over financial reporting] dans les règles 13a-15[f] et 15d-15[f] de l'Exchange Act) qui a eu une incidence significative, ou dont il est raisonnable de croire qu'il aura une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Nous avons exclu de notre évaluation le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Cyxtera Technologies Inc, dont nous avons acquis le contrôle le 12 janvier 2024, et d'ATC Telecom Infrastructure Private Limited, dont nous avons acquis le contrôle le 12 septembre 2024. Les états financiers de ces entités constituent environ 6 % du total de l'actif, 2 % des capitaux propres, 4 % des produits et 4 % du résultat net figurant dans les états financiers consolidés de notre société en commandite au 30 septembre 2024 et pour la période de neuf mois close à cette date.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective et des déclarations prospectives au sens prescrit par les lois sur les valeurs mobilières applicables. De telles déclarations peuvent être faites dans ce rapport, dans d'autres documents déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la SEC, ou dans d'autres communications publiques. Les termes « avoir tendance à », « chercher à », « cibler », « prévoir », « croire », « s'attendre à », « pouvoir », « viser », « avoir l'intention de », « objectif », « perspective », « s'appliquer à », « estimer », « probable », « continuer », « planifier », les variations de ces termes et d'autres expressions similaires, ou le pendant négatif de ces termes ou expressions, et les expressions similaires indiquant le futur ou le conditionnel comme « pourra », « serait » et « devrait », qui sont des prédictions ou des indications des futurs événements, tendances et perspectives et qui ne sont pas associés à des faits historiques, constituent des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives du présent rapport de gestion comprennent entre autres des déclarations à l'égard de la tendance à la hausse de nos actifs au fil du temps; de la croissance de nos actifs et de nos activités; de l'augmentation des FTO par part et de l'appréciation du capital qui en découle; des rendements du capital investi et des capitaux propres; de l'augmentation de la demande à l'égard des marchandises et de la circulation mondiale des marchandises; de l'incidence des projets d'investissement prévus par les clients de nos activités sur la performance et sur la croissance de ces activités; de l'étendue des frais généraux et administratifs de la société en commandite; de notre capacité à conclure des acquisitions (y compris celles dont il est fait mention dans le présent rapport de gestion et d'autres transactions prévues); de notre capacité à tirer profit des occasions du marché; des perspectives futures des actifs que nous exploitons ou exploiterons; du partenariat avec des investisseurs institutionnels; de la capacité à cerner, à acquérir et à intégrer de nouvelles occasions d'acquisition; du rendement cible à long terme de nos actifs; de la viabilité de nos niveaux de distribution; de la croissance des distributions et des ratios de distribution; des résultats et des marges d'exploitation pour notre entreprise pour chacune de nos activités; des perspectives futures des marchés pour nos produits; de nos plans de croissance par le biais de la croissance interne et des dépenses d'investissement; de la capacité à atteindre les objectifs fixés; de la capacité à générer des efficacités opérationnelles; des attentes en matière de rendement du capital investi pour l'entreprise; des prix fixés par contrat et des tarifs réglementés pour nos activités; de nos investissements de maintien et dépenses d'investissement futurs prévus; de la capacité à affecter du capital dans des investissements rentables; de l'incidence sur l'entreprise de notre position quant au contexte économique futur; de notre capacité à maintenir suffisamment de liquidités; de notre capacité à prélever des fonds sur nos facilités de crédit bancaire; de notre capacité à obtenir du financement au moyen de l'émission de titres de capitaux propres ou de titres d'emprunt; des rachats ou d'autres transactions de gestion du capital prévus; des expansions des activités existantes; des sources probables d'occasions futures sur les marchés dans lesquels nous exerçons nos activités; du plan de financement pour nos sociétés d'exploitation; des activités de gestion des opérations de change et d'autres déclarations concernant nos croyances, nos perspectives, nos plans, nos attentes et nos intentions. Bien que nous soyons d'avis que les réalisations, la performance ou les résultats futurs attendus de la société en commandite qui sont énoncés ou sous-entendus dans l'information et les déclarations prospectives sont fondés sur des hypothèses et des attentes raisonnables, le lecteur ne doit pas accorder une confiance induite à l'information et aux déclarations prospectives puisque celles-ci sous-tendent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs, connus et inconnus, qui pourraient faire en sorte que les réalisations, la performance ou les résultats réels de la société en commandite diffèrent significativement des réalisations, de la performance ou des résultats futurs attendus qui sont énoncés ou sous-entendus dans cette information et ces déclarations prospectives.

Parmi les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont envisagés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives contenues dans le présent document, citons la conjoncture dans les territoires où nous exerçons des activités et ailleurs, qui pourrait avoir une incidence sur les marchés pour nos produits et services; la capacité de faire croître les entreprises de Brookfield Infrastructure; notre capacité d'atteindre les jalons nécessaires pour offrir les rendements visés pour nos porteurs de parts, laquelle est incertaine et dépend en partie de l'accès à du capital et du maintien de prix des marchandises avantageux; l'incidence des conditions du marché sur nos entreprises; le fait que le succès de Brookfield Infrastructure dépend de la demande sur le marché pour une société d'infrastructures, laquelle est inconnue; la disponibilité du financement par emprunt ou par capitaux propres pour Brookfield Infrastructure; la capacité de conclure des acquisitions dans le secteur concurrentiel des infrastructures (y compris les éventuelles acquisitions mentionnées dans la lettre aux porteurs de parts, dont certaines sont assujetties à des conditions, et l'incapacité de conclure une entente définitive avec des contreparties pour les transactions dont il est question aux présentes telles qu'elles sont envisagées actuellement, car rien ne garantit que ces transactions seront acceptées ou conclues) et d'intégrer efficacement les acquisitions dans les activités existantes; les changements technologiques qui pourraient perturber les entreprises et les secteurs dans lesquels nous investissons; les conditions du marché pour les principales marchandises, dont le prix, l'offre et la demande peuvent avoir une incidence importante sur la performance financière et d'exploitation de notre entreprise; les décisions réglementaires qui ont une incidence sur nos entreprises réglementées; notre capacité de conclure des contrats à des conditions favorables; les événements météorologiques qui ont une incidence sur notre entreprise; les débits de circulation sur nos routes à péage; les pandémies ou épidémies; et les autres risques et facteurs présentés dans les documents déposés par nous auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières du Canada et des États-Unis, notamment à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F et d'autres risques et facteurs décrits dans ces documents.

Nous apportons cette mise en garde : la liste précédente des facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de Brookfield Infrastructure, les investisseurs et les autres personnes devraient examiner attentivement ces facteurs et autres incertitudes ainsi que les événements qui pourraient survenir. Sauf lorsque la loi l'exige, la société en commandite ne s'engage nullement à publier une mise à jour de l'information ou des déclarations prospectives, de façon écrite ou orale, qui pourrait s'avérer nécessaire par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.